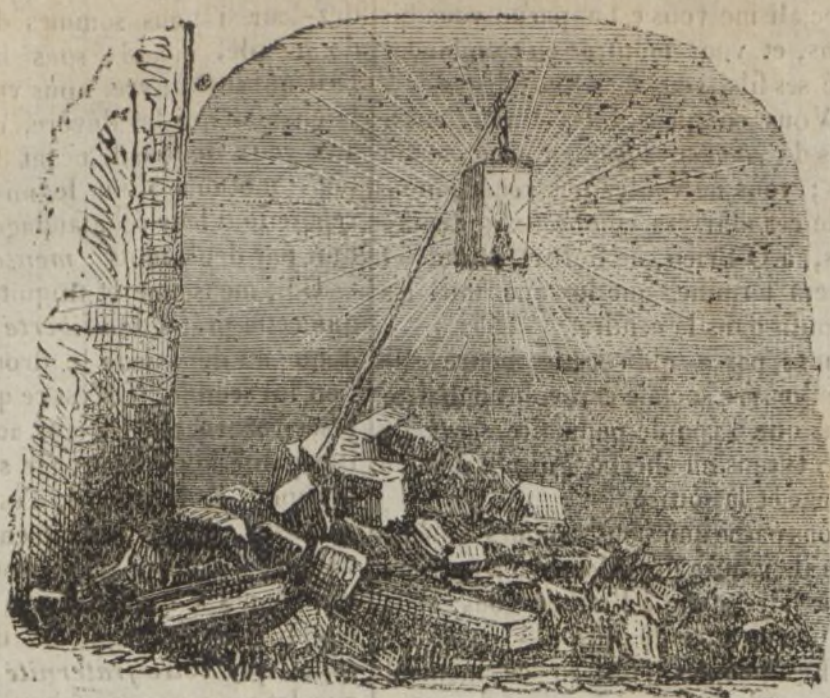


85, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE.
ANCIENNE RUE DES BOUCHERIES.

AU BUREAU DE PROPAGANDE,
15, RUE COQUILLIÈRE.



MEMORIEA
MUNICIPAL
MADRID

MADAME VEUVE GAUT, LIBRAIRE,
SOUS LES GALERIES DE L'ODÉON.

FIQUET, LIBRAIRE,
PASSAGE DU COMMERCE.

LA LANTERNE

JOURNAL DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL DES ÉCOLES.

COMPTE-RENDU DU BANQUET DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL DES ÉCOLES.

Sommaire. Aspect général du banquet. — Invitation adressée aux diverses écoles. — Réponse de l'École polytechnique. — Lettres des citoyens Barbes, Raspail, Albert, Louis-Blanc, Caussidière, Flotte, etc. — Adhésions de George Sand et d'Adèle Esquiros. — Toast des détenus de Cherbourg, toast de Colins, etc., des ouvriers, de Vincard, de Gautier, etc. — Toast des représentants du peuple : Proudhon, Ledru-Rollin, Félix Pyat, Morhery, etc. — Toast des étudiants : Babut, Pégourie, Hubart, Paul Justus, Samazeuilh, Conville, Redon, Avillon, Lévy, Dallidet, Watrion, etc. — Poésies de Pierre Dupont, de Lachambeaudie, André Lemoine et Bougarre.

Dès onze heures du matin, une foule empressée remplit le vestibule et le jardin du restaurant Lelion, 49, rue de Sévres, à Vaugirard. L'ordre le plus religieux ne cesse de régner. Vers midi, 1.000 souscripteurs environ sont introduits dans la salle du banquet. Cette salle, un effet grandiose, présente un aspect encore plus saisissant par sa décoration à la fois simple et intelligente, due à l'art de l'association d'ouvriers tapissiers, qui en a été chargée. L'entrée de la salle, ménagée au-dessous d'un orchestre transformé en tribune, est agréablement dissimulée par des draperies. La bûche elle-même, ceinte d'une tenture rouge et laqueuse tranchant des plis tricolores, porte sur son fronton le triangle symbolique avec cette devise : *Liberté, Égalité, Fraternité*. Au-dessus :

DRIT AU TRAVAIL. — 24 février.
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE.

En face de la tribune, à la plus large des bûches cintrées du balcon, une magnifique nature pourpre, assombrie par une grande croix en crêpe noir, semée de couronnes immortelles, et portant ces inscriptions surmontées de drapeaux polonais, italiens, allemands et français :

AUX VICTIMES SOCIALISTES.

Aux extrémités de la salle, à droite : *Aux hommes socialistes!* — à gauche : *Aux femmes socialistes!* — Au pourtour de la salle sont appendus divers écussons ombragés de drapeaux et portant les noms suivants : ROBERT-BLUM, — MESSENHAUSER, — les frères ANDRIER, — O'BRIEN, — BARBES, — LOUIS-BLANC, — CAUSSIDIÈRE, — ALBERT, — RASPAIL, — THORÉ, — THOMASSIN, — THUILLIER, — COLINS, — POULET-MALASSIS (élève de l'École des Chartes), — SOBRIER, — CAZAVAN (étudiant en droit), — COURTAIS, — DESMAYES (étudiant en médecine), — LANDOLPHE. Trois files de tables se dessinent sur toute la longueur et aux angles de la salle. Les deux extrémités destinées aux invités sont ornées de fleurs.

Entre les étudiants en droit et en médecine, une marque de nombreux élèves des Écoles normales, du Val-de-Grâce, de l'École d'Administration, d'agriculture de Grand-Jouan,

etc., etc. L'uniforme de l'École polytechnique brille seul par son absence. L'ordre est maintenu et la parole est donnée aux orateurs par les commissaires du banquet (car le Banquet des Écoles n'avait pas de président). — Ils portent un brassard rouge comme signe de reconnaissance.

L'invitation suivante avait été adressée par la commission du banquet aux différentes écoles :

Citoyens, plus favorisés par le hasard de la naissance que nos frères ouvriers, nous ne devons ni méconnaître la grandeur de notre mission, ni oublier l'étendue des devoirs que nous impose notre position privilégiée. Nous, à qui il a été donné de cultiver notre intelligence, grâce à la part que nous prélevons sur le travail des producteurs, nous serions criminels de ne point utiliser au profit de nos frères, les loisirs qu'ils nous procurent.

Personne plus que nous, citoyens, n'est astreint à mépriser les égoïstes doctrines et à donner l'exemple d'une initiative désintéressée. Agir autrement serait méconnaître les traditions de la jeunesse française.

Lorsque les étudiants de Vienne nous montrent par un exemple sublime à quelle hauteur peut s'élever l'héroïsme des cœurs généreux et des esprits éclairés, nous, élèves des écoles françaises, pourrions-nous rester en arrière?

Aujourd'hui, grâce aux conquêtes de février, il n'est pas nécessaire de prendre les armes et de sortir de la légalité. Le parti rétrograde a poussé fort loin l'audace, mais il n'a point osé nous empêcher de nous réunir fraternellement à la même table.

Ce droit que nul jusqu'à ce jour n'a songé à restreindre reste encore intact. Nous en usons.

Sans nous prononcer pour une école à l'exclusion des autres, nous applaudissons aux efforts de tous ceux qui, par des moyens différents, veulent arriver à un même but, l'émancipation des prolétaires.

Voulant nous rapprocher des citoyens dont nous aurons à imiter l'exemple, désireux de rendre hommage en leur personne à la démocratie, nous avons adressé des invitations à ceux qui ont pris une courageuse initiative et à ce titre ont été en butte aux attaques et aux calomnies de la réaction.

Nous avons voulu que le banquet socialiste des écoles fût organisé démocratiquement. Pour y parvenir nous avons décidé qu'il n'y aurait pas de président.

Nous nous adressons à vous, citoyens, avec confiance, et nous espérons que vous répondrez à notre appel.

Les membres de la commission, BABUT, étudiant en médecine; BLAGNY, étudiant en droit; DELAVEYRIE, étudiant en droit; DURET, étudiant en droit; FONVILLE, élève à l'École d'Administration; HÉLIE, étudiant en médecine; HUBBARD, aîné, étudiant en droit; HUBBARD, jeune, élève à l'École d'Administration; SAMAZEUILH, étudiant en médecine; SERVIENT, ancien élève de l'École polytechnique; WALLETON, étudiant en médecine, démissionnaire du Val-de-Grâce.

Paris, le 25 novembre 1848.

Le citoyen H. PÉGOURIE ouvre le banquet par ces paroles : Citoyens, le commissaire, s'autorisant d'ordres formels émanés de l'autorité supérieure, et s'appuyant sur le texte de la loi de 1790, prétend avoir le droit d'assister à cette réunion. Amis de l'ordre et des lois comme nous le sommes, nous ne pouvons que l'admettre au milieu de nous, tout en protestant contre l'honneur particulier que la police veut bien nous faire. Je vous engage donc, citoyens, à vous abstenir de tous commentaires et à observer le plus grand ordre.

Quant à nous, nous savons ce qui nous reste à faire et quel devoir nous est imposé. Vous pouvez compter que la protestation contre l'arbitraire sera énergique et que nous saurons faire respecter le droit.

TOAST ENVOYÉ PAR LA CITOYENNE ESQUIROS. — *La liberté universelle!*

La justice n'est pas encore descendue sur la terre : une nation n'est pas libre tant qu'une moitié du genre humain est l'esclave de l'autre moitié. Déjà, nous avons affranchi le pauvre, il nous reste à affranchir le faible. Les femmes réclament l'égalité. Comme nos sœurs, elles veulent s'asseoir au banquet de la terre. C'est à vous, jeunes gens, à mettre la dernière main à la République. Il est une chose plus difficile à renverser qu'un roi, c'est un préjugé. Citoyens, soyons de vrais républicains; plus d'égoïsme, plus de vanité : la liberté et le bonheur de tous.

F.-V. RASPAIL, représentant du peuple. — *Aux citoyens membres du banquet des écoles!*

Citoyens élèves, votre invitation m'a comblé de joie; je vous enverrai tout mon cœur, pour vous tenir lieu de ma personne; je serai avec vous, en 1848, comme j'y étais déjà en 1831; fassent le Ciel que nous ne soyons pas de nouveau séparés par un aussi long intervalle!

Donnons-nous la main, et tenons-nous bien serrés, pour qu'aucune nouvelle machination politique ne vienne rompre la chaîne sacrée qui unit aujourd'hui, dans une communauté d'espérances et de dévouement, tous les travailleurs de notre belle patrie.

L'égalité a effacé les catégories, et nous a tous élevés à la même hauteur; et de là, il n'y a plus qu'un seul horizon, l'avenir qui se développe pour tout le monde; comme il n'y a qu'un seul soleil, qui distribue à tous par égale part un torrent de lumière et de chaleur; emblème éternel du progrès qui éclaire et vivifie.

Eh! conjurons, mes jeunes amis, conjurons par nos ardentes sympathies, les orages qui menacent

l'humanité! Oui, amnistie! amnistie pour vous, nobles soldats de la démocratie! amnistie pour vous, détenus de l'École polytechnique a cru devoir répondre à l'invitation précédente par cette lettre que nous livrons à l'appréciation du public :

Lettre envoyée, au nom de l'École Polytechnique, par deux majors.

Ce 3 décembre 1848.

Citoyens, le banquet auquel vous nous avez conviés a pour devise : *Banquet démocratique et social.*

Oui, nous voulons la République démocratique, que les premiers, peut-être, nous avons saluée de nos acclamations. Avec un gouvernement républicain, appuyé sur le suffrage universel, toute idée juste est assurée de se faire jour, et nous ne désespérons pas du pays.

Oui, autant que vous, nous voulons le bonheur des prolétaires, et nous applaudirons de cœur à toutes les institutions nouvelles qui tendront à améliorer leur sort.

Si c'est là ce que vous entendez par socialisme, nous le disons hautement, nous sommes avec vous; mais si pour s'asseoir à vos côtés, il faut s'enrôler sous des bannières que nous voyons élevées aujourd'hui, s'il faut adopter l'une de ces théories qui ont si malheureusement agité le pays, nous ne craignons pas de le dire, nous ne sommes pas socialistes.

Voilà quels sont nos principes, nous ne pouvons donc pas assister à une manifestation dans laquelle nous serions exposés à entendre glorifier des doctrines qui ne sont point les nôtres, et applaudir des hommes que nous regardons comme ayant exercé une influence malheureuse sur les événements de ces derniers mois.

Salut et fraternité,

Pour les Éléves des deux promotions actuellement à l'École, les deux majors de la première division, PERRODIT, SCHMUT.

de nouveau de voiler pour un temps l'éclat de nos institutions nouvelles, trop éblouissant pour certains yeux. Donnons la main à ceux que la lumière fatigue; mais ne leur permettons pas, à ces aveugles, de vouloir de nouveau nous diriger; ils prendraient à rebours la voie que le progrès nous trace; ils feraient, pour la centième fois, ce qu'ils ont fait depuis des siècles; nul ne saurait changer sa nature du jour au lendemain; nous avons sur eux une avance de quelques trentaines d'années. Ils s'appellent, eux, les Phariséens, les Bonifaces VIII, les Laubardemont, Coblenz et la Bastille; nous sommes, nous, les fils de Jésus de Nazareth, de Jean Hus, de Jérôme de Prague, de Campanella, et de notre immortelle et inimitable Convention.

Enfants, soyons dignes de tels pères; ils nous ont tracé la route; n'en déviions plus à droite ni à gauche.

En avant, en avant, contre les royautés avouées ou dissimulées! En avant, en avant, contre les privilèges et les abus, ces chancres dévorants de la société actuelle! En avant contre ces roueries du jésuitisme, ce foyer permanent de corruption, cet arsenal inépuisable des armes du despotisme! Organisons-nous, afin de nous préserver de ses pièges; réformons-nous en tout et pour tout, afin de ne donner aucune prise à ses moyens de séduction.

La patrie, dupe de toutes ces roueries, a déjà versé bien des larmes stériles; mais je sens quelque chose là, dans mon côté gauche, qui me dit que le printemps prochain viendra sécher les larmes de la France et de l'Europe, et que la grande fête de la fraternité universelle nous arrivera avec les premières fleurs.

Deblayons le terrain pendant cette saison triste, froide et sombre; reculons-en les limites aussi loin que nous pourrions; que l'espace ne manque à aucun de nos frères! que nul ne soit exclu de l'agape de la fidélité! et ce jour-là, honneur, trois fois honneur à notre belle France, que les nations salueront enfin comme l'étoile polaire de la liberté!

Vive la République démocratique et sociale!!!

F.-V. RASPAIL, représentant du peuple.

TOAST AUX ÉCOLES.

Envoyé par les détenus politiques de Cherbourg.

Les détenus politiques de Cherbourg à cette noble jeunesse qui a demandé l'amnistie! Les transportés aux écoles!

Du sein des pontons et des casemates, où ils attendent avec courage et résignation l'heure sainte de la liberté, les démocrates socialistes, qui ne peuvent en ce moment lutter pour votre cause et la leur que par le martyre, désirent que leurs accents retentissent au milieu de vous. Ils communiquent avec vos cœurs, avec vos sentiments; ils vous envoient leur essence pour qu'elle occupe une humble place au milieu de vos âmes républicaines!

Recevez notre esprit, et acceptez toutes les louanges, toutes les sympathies qu'il vous apporte de notre part; puis, lorsque vous vous séparerez, faites en sorte de nous le renvoyer avec un mot de consolation, d'encouragement et d'espoir. Faites en sorte qu'il revienne, cet esprit que nous envoyons vers vous, avec une partie de votre. Le peuple est la force, vous êtes la science. — Science, fais ton devoir de sœur! — Force et science, unissez-vous, afin que le triomphe de la démocratie et du socialisme sorte glorieux de votre embrassement, de votre union sincère, de votre accord désormais immortel.

Merci à vous, qui criez: Amnistie! alors qu'on parle de transportation. Merci à vous, génération nouvelle qui démentez la génération actuelle, et qui vous présentez au peuple afin de poser avec lui les assises d'un nouveau monde. Merci à vous qui êtes la pépinière sacrée, l'espoir de la France républicaine, et qui, levant vos jeunes têtes au sein de la multitude, venez montrer à cette France que la récolte prochaine sera assez riche, assez féconde pour que le paupérisme disparaisse entièrement de la société régénérée.

Nous ne vous aimons pas seulement, ô jeunes gens! parce que vous avez demandé l'amnistie; l'intérêt personnel cède le pas chez nous à l'intérêt de la liberté. Nous savons que nos familles sont dans les larmes et attendent leurs pères et leurs fils, mais nous savons que les grandes familles populaires pleurent aussi, et nous sommes prêts à couronner notre sacrifice, si notre douleur, si notre martyre peuvent assurer le bonheur et la liberté de tous.

Nous vous aimons parce que nous avons mémoire de ce jour fameux où vous allâtes présenter votre poitrine aux baïonnettes, de ce jour où l'on vous remarqua partout où il y avait du danger à courir, partout où il y avait à accomplir une noble action.

Nous vous aimons, parce qu'ainsi que nous, vous avez toujours dans votre cœur un nouveau février tout prêt pour les parjures.

Pendant que nous gémissons dans les fers, vous comptez et vous inscrivez, au carnet de la France courageuse et fraternelle, toutes ces boucheries royales dont l'Europe est le théâtre, toutes ces hontes dont on nous fait les froids spectateurs; vous remplissez votre mémoire du nom des victimes de Vienne et de toutes les autres cités où l'on a massacré, où l'on massacre les démocrates, pour que notre patrie républicaine aille un jour à notre tête effacer, avec le sang des bourreaux, ces actes dont les peuples n'accepteront jamais la responsabilité, ces actes qui ne peuvent rester impunis. — Nous irons avec vous.

Nous vous aimons parce que vous avez compris que les révolutions n'ont pas lieu au profit de quelques-uns, mais au profit de tous. Le socialisme, appuyé sur toutes les philosophies vraies, sur toutes les

croyances raisonnées, sur la nature, qui est son code fondamental, le socialisme vous est apparu; vous lui avez tendu les bras, et vous montrez en ce moment qu'après avoir été ses fils, vous êtes tout disposés à être ses apôtres. Vous comprenez les travailleurs, vous ne voulez pas du — laissez-mourir — quand la vie est due à tous; vous ne voulez pas rendre inutiles les tortures de ces martyrs nombreux qui commencent à Barbès, à O'Brien, à Robert Blum, et dont la liste ne sera terminée que lorsque tous les trônes seront engloutis dans la cendre.

Nous vous aimons parce qu'à cette heure sublime, décisive de l'œuvre sociale et révolutionnaire, vous ne voulez pas que l'épave populaire serve de marchepied à ces tyrans en herbe, qui n'ont pour eux que le mensonge et la sottise.

Nous vous aimons parce que vous sommes à même de voir que lorsqu'il y aura des Marengo à gagner, nous n'aurons qu'à faire signe à l'un de vous, et la France comptera une victoire de plus.

A bientôt! — Les peuples n'ont en ce moment qu'une chose à faire, c'est de se donner rendez-vous à la porte de toutes les capitales, car la minute approche où l'alpha universel dira: — Que le monde soit libre! — Et les rois s'éteindront comme la flamme d'une lampe, au souffle de l'humanité. Nous savons mieux qu'aucun peuple le chemin des capitales, et nous sommes prêts à nous lever pour la liberté du monde et la gloire de la France.

Les insurgés de juin aux écoles! — Et que ce cri régénérateur, poussé par vos voix mâles et vibrantes, nous soit apporté par les échos:

Vive la République démocratique et sociale!

Au nom de mes camarades,

G. HUGELMANN, homme de lettres, vice-président des montagnards de Belleville.

Les républicains socialistes des écoles aux transportés de juin.

Frères, patience!

Naguère, vous pardonniez à ceux qui jamais ne pardonnent. Bientôt peut-être ils imploreront de nouveau votre clémence.

Frères, patience!

On s'efforce de cacher aux regards du peuple la sentence qui vous frappe; on ne saurait toujours éteindre le flambeau de la vérité.

Frères, patience!

On vous entasse par milliers dans les pontons et les casemates!... Les geôliers envieront peut-être un jour le sort que réserva leur haine aux transportés de juin.

Frères, patience!

Vos femmes, vos enfants sont privés de leur soutien. — La misère menace de s'asseoir à leur foyer éteint. — Nous veillerons sur eux.

Nous avons demandé l'amnistie au nom du droit et de la justice; nous n'avons point parlé de clémence, car, peuvent-ils pardonner ceux qui frappent sans juger, — ceux qui laissent l'insurrection grossir pour l'étouffer dans le sang, — ceux qui, dans leur froid calcul, oublient de tenir compte de la vie de leurs frères?

Le sang versé crie vengeance! S'ils ne répondent: Amnistie! — que leurs destinées s'accomplissent!... (Bravos.)

TOAST ENVOYÉ PAR UN DÉTENU DE JUIN. — Aux démocrates socialistes!

A ces hommes précurseurs, chargés par Dieu d'annoncer la bonne nouvelle aux nations! A ces âmes d'élite que l'Esprit-Saint a rempli de son souffle! A ces martyrs de la vérité, inaccessibles à l'injure, dédaigneux de la calomnie, à l'épreuve des tortures et des persécutions! A ces laborieux infatigables et dévoués qui sèment généreusement le champ de l'avenir, que d'autres, plus fortunés, moissonneront après eux! A ces cœurs, enfin, embrasés par l'amour et la foi, et qui s'éteindront, peut-être, avant d'avoir touché la terre promise, mais avec la douce et consolante pensée que vous recueillerez, jeunes citoyens, l'héritage de liberté, d'égalité et de fraternité que vous aurez amassé leurs rudes labours!

Où, réjouissez-vous, jeunes adeptes à la religion nouvelle, réjouissez-vous dans vos cœurs, car le règne de la justice est proche, car vous allez entrer dans la carrière, lorsque le sol aura été défriché par vos aînés, par ces travailleurs que l'on dit impuissants, parce que les couleurs de leurs bannières sont diversement nuancées! Qui de vous, en effet, citoyens, n'a entendu reprocher aux républicains socialistes les divergences qui distinguent entre elles chacune de leurs grandes écoles? Ce reproche, formulé en manière d'accusation, est devenu banal à force d'être répété: ne vous en préoccupez pas.

Laissez, laissez colporter par la peur ces accusations insensées qui ne font de mal de personne. Que vous importent les clameurs intéressées que poussent, dans leur épouvante, les ennemis de la pensée, ces adorateurs du vieux monde, qui se proclament inviolables parce qu'ils se sont drapés, comme des morts, dans le lindeul du passé, et qui spéculent sur cette inviolabilité de leurs tombeaux vivants pour éterniser l'iniquité de privilèges odieux. Demandez-leur, à ces pharisiens modernes qui se croient si forts de nos dissensions, demandez-leur s'ils sont divisés entre eux les démocrates socialistes, lorsqu'ils saisissent et qu'ils dissèquent, sous leur puissant scalpel, ce cadavre galvanisé qu'on appelle la société. Demandez-leur si nous sommes divisés, à ces jongleurs de l'ordre sublime, quand nous leur signalons l'anarchie partout: l'anarchie dans l'Etat, l'anarchie dans le commerce et l'industrie, l'anarchie dans la famille... dans la famille qu'ils nous font nier, les malheureux! tandis que nous la voulons respectée et sainte, autant

qu'elle est aujourd'hui humiliée et flétrie! Demandez-leur si nous sommes divisés, à ces hypocrites de morale, quand, sous la couche trompeuse du fard qui les couvre, nous venons mettre le doigt sur le chancre qui les dévore, quand nous faisons saillir aux yeux de tous le néant de leur prospérité, quand nous mettons à nu le misérable pivot sur lequel repose tout leur échafaudage social, pivot qui se traduit par deux mots: mensonge, iniquité!...

Où, mensonge et iniquité!... Qu'est-ce, en effet, que cette prétendue liberté qui, pour tout principe, donne au dépossédé le droit de mourir de faim, si bon lui semble? Qu'est-ce que cette égalité que vous inscrivez en tête de vos actes, tandis qu'en réalité l'inégalité la plus sauvage se dresse menaçante entre le capital et le travail, c'est-à-dire entre les détenteurs du sol, des instruments et du produit du travail, et ceux qui n'ont pour vivre que leurs bras condamnés à l'inaction qui est la mort, si tel est le bon plaisir des seigneurs de la France? Qu'est-ce, enfin, que votre fraternité à coups de canon, lorsque les pauvres, vos frères, poussés par le désespoir de la faim, insistent sur leurs drapeaux cette devise, qui appartient désormais à l'histoire: — *Vivre libres en travaillant, ou mourir en combattant*, — devise immortelle qui est à la fois la gloire des victimes et la honte des bourreaux?...

Et pourtant nous sommes divisés, et nous nous en réjouissons! Oui, nous sommes divisés, — non pour constater les plaies honteuses qui vous tuent, — mais nous sommes divisés comme le sont les célébrités médicales convoquées au chevet d'un malade opulent qui se meurt. La maladie, hélas! est évidente pour tous; mais les topiques préconisés par la science sont nombreux, et chaque praticien conseille selon son tempérament à lui, selon le plus ou moins d'audace que la nature lui a départie. Les timides se distinguent par le palliatif qui ne compromet pas; le remède héroïque est le propre des forts. Laissez-nous donc, hommes de métal, nous réjouir avec vous de ce prétendu désaccord qui nous divise; désaccord heureux, selon nous, qui, en multipliant les sectes socialistes, multiplie les chercheurs de la vérité. Il est passé le temps des initiateurs et des prophètes, le temps des hommes-synthèses, le temps des Moïse, des Lycurgue, des Christ. Grâce à Dieu! les lumières concentrées jadis dans un infiniment petit nombre d'élus, sont heureusement diffusées aujourd'hui parmi les masses: s'il n'est pas donné à un homme de posséder à lui seul la science tout entière, chacun, en retour, en possède une parcelle plus ou moins grande, et le peuple, désormais, est sa propre synthèse... Le peuple, l'image de la puissance divine sur la terre; le peuple éternel comme Dieu, immuable comme lui; le peuple, notre souverain à tous, qui saura bien, quand il en aura la volonté, réunir en un faisceau éclatant les fragments épars de la vérité et se constituer à jamais dans son imposante majesté!

Vive la République démocratique et sociale! Un vieux démocrate socialiste, détenu de juin.

Le citoyen ANTONIO WATAPON, rédacteur de la Lanterne du Quartier-Latin. — A la tradition démocratique dans les écoles! A la mission sociale de la jeunesse!

Citoyens, pour que la mission de la jeunesse actuelle soit à la hauteur de l'avenir, il est nécessaire qu'elle se dégage naturellement de la tradition démocratique de chaque génération nouvelle qui lui a frayé la route.

Montesquieu l'a dit: Perpétuer les nobles traditions, c'est entretenir la force des peuples!

Dès 89, les élèves des Facultés de la France fraternisaient, dans d'immenses fédérations, avec les Ecoles de Paris. Ils prélaient ainsi à l'unité des idées politiques, conséquence de l'unité territoriale. Aujourd'hui, en 48, notre communion doit être démocratique et sociale. (Oui, oui!!!)

Au dix-neuvième siècle, dès 1809, c'est dans les grandes Unions des étudiants de l'Allemagne que se manifeste la renaissance du mouvement démocratique, contre-coup de la Révolution française par delà le Rhin. Ainsi s'accomplit la prophétie parole de notre mère immortelle, la Révolution: « Nous leur portons la guerre, ils nous rendront la liberté! »

Frédéric Stabs, essayant de frapper dans Napoléon l'incarnation du despotisme, le fils parricide de la révolution; — Carl Sand poignardant Kotzebue, l'agent secret des tyrannies du Nord, agissaient au même titre que ceux qui viennent d'immoler les Rossi, les Latour, et peut-être les Windisgrätz...

Nos aînés, les étudiants français de 1820, empruntèrent aux universités allemandes et aux Carlini de la Jeune Italie, leurs règlements et leurs constitutions, pour les appliquer aux Ecoles de Paris.

La partie républicaine de la jeunesse de la Restauration était loin de se contenter des idées creuses du libéralisme. Jugez-en vous mêmes. Voici ce qu'elle disait dans son manifeste de la loge des amis de la vérité:

« Chaque homme a droit de satisfaire à ses besoins... — De ce que chacun possède les mêmes droits, il résulte que tous sont absolument égaux. Sans l'égalité, les droits seraient comme s'ils n'existaient pas... »

Et en même temps ils propageaient l'idée démocratique et sociale en créant de nouvelles éditions du Contrat social et du Discours sur l'inégalité des conditions...

La mort du jeune étudiant en droit Lallemand, tué par un garde royal, avait été le signal d'un nouveau 10 août... Il n'éclata que dix ans plus tard, par le mouvement de 1830, résultat de la puissante union des Ecoles et des faubourgs.

Un jeune homme, qui avait été l'un des chefs de cette croisade de quinze ans contre la royauté, ce Bazard, disait au général Lafayette: « Que la France soit par vous régénérée! » — Ce jeune homme était le précurseur du mouvement social. Lafayette le prit pour un fou, et lui tourna le dos.

Eh bien! nous vous le déclarons, nous sommes les complices de cette sainte folie qui doit affranchir l'humanité. (Bravos!)

A l'œuvre donc! la révolution de 48 nous a marqué l'heure de ce travail nouveau. Qu'il y ait notre rédemption à tous!

Fils de la bourgeoisie, nous étions les intermédiaires entre elle et nos frères du peuple. Nos pères ont dédaigné notre supplication en faveur de ceux qui souffrent; eh bien! nous les renions, et désertons jamais le camp des privilégiés, nous passons de celui des prolétaires, et nous sommes à eux à la mort! (Sensation.)

Et si cette tâche paraissait trop rude et trop grande à quelques-uns, ils nous permettraient de rappeler cette parole qui nous fut jetée un jour Collège de France: « Vous vous plaignez d'être délaissés... Il reste encore de bout quelques vieillards de la Convention; faut-il aller les chercher pour vous soutenir! » (Applaudissements.) A la tradition démocratique dans les écoles! A la mission sociale de la jeunesse!

Le citoyen PIERRE DUPONT entonne le Chant des Nations.

Le citoyen N. élève de l'Ecole Normale: A la bonne foi!

(Nous regrettons de ne pas reproduire ici ce toast, qui a excité le plus vif enthousiasme; nous n'avons pu nous en procurer le texte.)

Le citoyen VINCARD, président des délégués du Luxembourg.

Aux élèves des Ecoles, les travailleurs de Paris.

Citoyens, c'est avec bonheur que nous nous réunissons au nom de la même pensée, du même principe: l'extinction de tous les privilèges.

C'est avec joie que les enfants du travail rejoignent dans une fraternelle étreinte leurs mains celles des soldats de l'intelligence.

Marchons donc ensemble à la conquête du monde nouveau. Unissons donc nos forces pour creuser le sillon de l'avenir. Quand les générations qui viendront après nous apprendront qu'un jour les fils de la bourgeoisie et les prolétaires se sont rencontrés se sont unis pour combattre l'ignorance et l'égoïsme, nos ennemis communs, elles tressailleront de joie car elles comprendront que ces deux puissances liées en faisceau ont été l'une des causes de la vance de l'humanité.

Nos missions sont distinctes, mais néanmoins les devant Dieu.

A vous, de fouiller dans les annales du passé de montrer aux aveugles obstinés que, semblant un torrent, jamais l'esprit humain ne retournera en arrière.

A vous, de reconstituer avec les vieilles lois autre âge la législation nouvelle qui devait donner à chaque homme le fruit de son travail.

A vous, de combattre les champions de la science, qui non seulement écartent de leur fatal les nobles et belles intelligences qui marchent en avant, mais encore qui, pour ne donner un démenti, préfèrent laisser souffrir ceux qu'ils devraient guérir ou soulager.

A vous, de chercher à rendre nos douleurs siques moins douloureuses, moins cruelles. n'ont souvent pour cause que la misère; à vous le prouver.

A vous, d'instruire les enfants du peuple. A de les arracher à l'ignorance qui annihile leur cultes et de faire luire à leur esprit la lumière science. A vous, de faire que cette science devienne le patrimoine de tous et non le privilège exclusif de quelques-uns.

Votre mission est une des plus glorieuses, et nous avons foi en vous pour que vous la remplissiez avec dévouement.

N'écoutez pas ceux qui vous disent que le présent est ingrat. Ceux-là n'ont jamais rien fait pour le peuple. Le peuple n'est point ingrat; mais il est pour ceux qui le trahissent. Croyez-nous, n'oubliez pas de vivre de sa vie, il a des trésors d'amour et de connaissance pour ceux qui l'aiment.

Non! le peuple n'a point oublié qu'en 1820, il avait quatre mille habits noirs au convoi du Lallemand, — l'un des vôtres, assassiné lâchement en criant: *Vive la charte!* le cri de liberté d'alors.

Que nous importe, à nous, que ce soit un habit ou une blouse, pourvu qu'un cœur généreux batte la poitrine de ceux qui les portent!

Non! le peuple n'a point oublié qu'un jour, partez en grand nombre pour aller demander la abolition de la peine de mort; et cela, à propos citoyen que la justice humaine venait de condamner, mais que la justice divine avait absous, car vous l'avez sauvé. Depuis... mais je m'arrête... son nom est encore inscrit au milieu de nous.

Est-ce que le peuple ne vous bénit pas d'aujourd'hui avec le même sentiment qui vous inspirait son monachisme, pris l'initiative d'une demande d'amnistie pour nos frères de juin? Leurs femmes vous regardent, et leurs enfants ne prononceraient vos noms qu'avec respect.

Notre rôle à nous est plus obscur; mais non moins utile.

A nous, soldats de l'industrie, à nous d'enfanter les merveilles d'une civilisation qui n'est que

qu'un mensonge, car elle ne sait pas récompenser ceux qui l'honorent par leur travail, à nous de rouler chaque jour cet éternel rocher de Sisyphe qu'on nomme la misère !

A nous, de recevoir un salaire insuffisant pour prix de nos labeurs.

A nous, de pleurer sur les douleurs de nos familles sans pouvoir les amoindrir ou les calmer.

A nous, de livrer nos corps aux engrenages des mécaniques, à nous, de mourir ensevelis dans les mines ou les carrières, sans qu'on y songe autrement que comme à des outils qui ne fonctionnent plus.

A nous, d'endurer le froid de l'hiver, et de voir grelotter nos enfants dans des mansardes humides et malsaines.

A nous, le dédain, le mépris des égoïstes qui ne veulent pas nous rendre en affection ce que nous leur donnons en bonheur réel.

A nous, de verser notre sang dans les rues ou sur les champs de bataille, pour que des ambitieux établissent leur puissance et nous oublient dans leur justice distributive. A nous, de supporter à chaque heure de notre existence tous les maux échappés de la boîte de Pandore ; mais à nous aussi de nous emparer de ce qui reste au fond. A nous, l'espérance, l'avenir, à nous, l'association.

L'association, cette expression de l'Évangile moderne, nous sauvera de l'enfer dans lequel nous vivons. Les luttes brutales, les haines violentes nous ont toujours décimés ; l'association seule, peut nous rendre heureux.

Aidez-nous donc, citoyens, dans cette œuvre pacifique d'émancipation. Construisons ensemble le peuple nouveau, et inscrivons sur le fronton ces deux mots : INTELLIGENCE, TRAVAIL. Unissez-vous, fils de la bourgeoisie, nous, enfants du travail, nos cœurs et nos bras pour graver au-dessus en caractères indestructibles : *Fraternité universelle, paix et bonheur à tous les citoyens.*

A l'union sincère, indissoluble des travailleurs et des écoles.

PIERRE DUPONT chante le *Chant des Travailleurs.*

ARMAND LÉVY. — *A la République italienne !* (Ce toast arrive tard à l'impression ; on le trouvera à la fin du compte-rendu.)

LETTRE DE COURTAIS. — Aux citoyens membres de la commission du banquet des Écoles.

De la Conciergerie, le 2 décembre 1848.

Citoyens, je vous remercie sincèrement de l'honneur que vous avez bien voulu me faire en m'invitant au banquet fraternel des Écoles.

Je regrette de ne pas assister à une réunion de citoyens aussi dévoués à la cause de la République.

C'est en vous, jeunes hommes des Écoles, que réside l'espoir de la Patrie. Plus heureux que nous, vous êtes appelés à voir se réaliser toutes les promesses de la révolution de Février.

Je serai de cœur avec vous.

Salut et fraternité,

H. COURTAIS, représentant du peuple.

Le citoyen PROUDHON,

Messieurs, en me trouvant au milieu de vous pour la première fois, j'éprouve tous les sentiments de l'affection la plus vive, que je ne pourrais exprimer.

Mais en même temps, je sais qu'en venant au milieu des Écoles, je comparais devant un jury.

Je vous demanderai la permission, en quelques mots très-simples, de vous dire pourquoi je suis en ce moment devant vous, pourquoi je suis socialiste ; car si je n'avais pas des raisons péremptives, je serais non pas excusable, mais je serais coupable.

Je n'ai rien préparé, j'ai voulu vous parler dans toute la simplicité de ma conscience. Je sais que lorsque qu'on s'adresse au peuple, il est bon et utile d'employer de l'éloquence ; mais avec la science pure, il ne faut s'en rapporter qu'au sens commun. (Très-bien.)

On a dit souvent et on le répète tous les jours. Qu'est-ce que le socialisme ? Qu'est-ce que la science ? a-t-elle ou non des principes ? Où la matière ? où est l'objet ? Qu'est-ce qui fait que le socialisme peut être une science ? Qu'est-ce qui fait qu'il y a des révolutions sociales ? D'où vient que nous sommes à la veille de renouveler l'humanité ?

Voilà les questions qui se posent tous les jours, et les Écoles et les ouvriers, en présence de la dernière révolution démocratique.

Il y a en une raison à cette révolution, qui a produit une science, j'espère que je vous en donnerai tout à l'heure, non pas le tableau, mais la preuve.

Il y a quelques causes à la révolution.

Il y a quelque chose sous ce mot de socialisme, comme il y a quelque chose sous ce nom de Dieu, que j'entendais invoquer tout à l'heure. (Très-bien.)

Je vais examiner les principaux arguments que l'on fait valoir contre le socialisme.

C'est que d'abord, dit-on, il y a plusieurs Écoles, et qu'elles ne s'accordent pas, qu'elles se font la guerre.

Il faut voir ce que sont ces Écoles : la première, la plus ancienne de toutes, celle qui n'est plus maintenant qu'un souvenir, c'est l'École de Saint-Simon.

Vous en avez tous entendu parler, si vous ne l'avez pas connue. Quel est le trait caractéristique qui a été le dogme de l'École saint-simonienne ?

Ceci est très-bon à observer, et vous allez voir comment la révolution est une réalisation.

Saint-Simon avait observé qu'en France, la so-

ciété était divisée en plusieurs castes : celle des guerriers ou nobles, celle du clergé et celle des laborieux ou tiers-état.

Voici une école qui remplace celle qui avait supprimé les castes nobiliaires, etc.

Il s'ensuit nécessairement une question qui, à elle seule, est toute une règle, toute une protestation. C'est la question qui, d'abord, avait été posée par Saint-Simon, et qui, plus tard, fut de nouveau posée de la même manière par Fourier.

Il y a une troisième école ; c'est ce qu'on appelle le communisme. Le communisme est arrivé et a dit : La société se compose d'immenses catégories de citoyens. Ces citoyens doivent être organisés par une science spéciale.

Quel en est le principe ? Car toute science exige un principe.

Quel est le principe de la science sociale ?

Le communisme répond : c'est le principe opposé à celui qui existe dans nos Codes ; c'est l'opposé de l'individualisme, c'est quelque chose qui n'est pas l'individualisme ; ce principe, on l'appelle la communauté, l'association, tous les mots qui expliquent dans leur contenu une idée collective opposée de l'individualité. Voilà le principe.

Peu nous importe de savoir comment la communauté a été professée par un grand nombre de citoyens, à partir de Pythagore, pour ne pas remonter plus haut (rires), ou comment elle le sera dans l'avenir.

La question est celle-ci. Le nouveau principe est un principe de sociabilité, et il faut qu'il remplace le principe personnel.

Vous savez tout. Quel est l'esprit général de notre Code, et de nos lois civiles et commerciales ? C'est le principe égoïste. Je le dis sans aucune amertume. (Rires.)

Le principe de la société actuelle, le principe de l'économie politique, c'est la liberté individuelle, la liberté de l'individu considéré en lui-même, considéré pour ainsi dire en guerre, en lutte, en concurrence avec ses semblables.

Jusqu'à présent, on n'a pas même examiné le problème.

Il faut organiser la nouvelle société au point de vue de l'ensemble des phénomènes sociaux. Ce point de vue, selon moi, est le principe caractéristique du communisme.

Il y a donc ici, fatale nécessité ! des questions qui se posent consécutivement, qui se lient l'une à l'autre, et, pour aller plus loin, que l'on ne peut résoudre l'une sans l'autre. Arriver à l'association, supprimer la caste féodale et la caste sacerdotale.

Où, par cela seul qu'on avait supprimé ces deux castes, on avait résolu pour un temps plus ou moins approché, une question sociale qui se trouve posée devant nous.

Le socialisme se dit, du moins le Saint-Simonisme se dit alors : Les castes ne sont pas dans la nature. La nature n'a pas créé les hommes pour que les uns fassent la guerre contre les autres ou au profit des autres. Pour que les uns prient Dieu au nom de ceux-ci ou au bénéfice de ceux-là (rires) ; pour que le laborieux déchirât le sein de la terre, ensemencât le blé et ne le récolât qu'au profit de ceux qui priaient ou qui combattait.

Saint-Simon nia peremptoirement que l'on pût ainsi se diviser en castes. Celle des prêtres, celle des laborieux, et celle des combattants. Il dit que, dans l'espèce humaine, chacun devait avoir ses facultés entières.

Saint-Simon nia les trois castes et prétendit qu'il n'y en avait qu'une qui se divisait en trois corporations principales, les industriels, les artistes, et les savants et philosophes.

Voilà les catégories de Saint-Simon, voilà ce qu'il opposait aux anciennes castes.

Voilà déjà une réalité mise au jour par l'École saint-simonienne, cela me paraît sans réplique à moi.

Devons-nous toujours faire la guerre, avoir un culte ostensible ?

Voilà la question posée, et cette question ne peut pas être résolue par oui ou par non.

Je ne préjuge rien sur la question ; je dis seulement que la question posée, il doit être fait une réponse.

Question de castes, par conséquent question politique. C'est là ce qui a fait que la plupart de ceux qui ont vu naître l'École saint-simonienne se sont rattachés à elle.

Les Saint-Simoniens furent composés de ceux qui jusqu'alors étaient dégoûtés soit de la politique, soit du christianisme officiel. (Rires prolongés.)

Une autre école est venue ensuite que, je ne veux pas encore défendre et que je ne veux pas justifier.

Vous allez voir qu'elle découle de l'autre, sans le savoir peut-être, car elles se sont même combattues l'une l'autre. Elles se sont accusées de plagiat.

Mais quand nous, esprits indépendants qui devons juger avec indépendance, les examinons attentivement, nous voyons qu'elles sont la conséquence l'une de l'autre.

Quelle a été la question posée par les phalanstériens ? Vous allez le voir.

Saint-Simon a dit qu'il n'y avait plus qu'une caste. L'école phalanstérienne dit : Eh bien, la caste des travailleurs va remplacer tout le vieux monde, toute la société industrielle, artistique et savante, qui avait remplacé la société ecclésiastique, et nobiliaire. Mais cette société nouvelle suppose aussi une organisation nouvelle, la conséquence est forcée comme la question.

Fourier se dit : Quelle peut être la position d'un monde où tout le monde est travailleur ou oisif si si vous voulez (rires) ? A cela je maintiens que nous sommes forcés de répondre.

Il n'est pas question de savoir comment l'École

fourériste entend organiser le travail ; non, car l'École fourériste, elle-même, traitait d'utopiste tous les différents organisateurs.

Ce qui est certain, c'est que Fourier a eu raison de poser cette question. Comment sera la nouvelle société, qui ne doit pas ressembler à l'ancienne ? Fourier, en se posant cette question, proposait une nouvelle organisation à côté de celle de Saint-Simon.

Si donc l'organisation de Saint-Simon n'existe plus, il reste à résoudre la question de Fourier.

Fourier cherche sa science en vertu du principe philosophique, mathématique, c'est-à-dire en vertu du principe le plus sûr et le moins trompeur, en en vertu de ce principe qui doit présider à l'organisation de toute société. (Très bien.)

Je crois, pour mon compte, que Fourier s'est trompé plus tard, mais la question n'est pas là. Il s'agit seulement de savoir la résolution de la question qu'il a posée. Je vois ici plusieurs élèves de l'école polytechnique ; (non, non ! Quelques voix : ce sont des aristocrates.)

Un soldat de la ligne, en se levant, s'écrie : « Il sont avec Cavaignac ! » (Sensation et hilarité générale.)

Proudhon. Cela ne fait rien, je n'ai point de mal à dire de l'école Polytechnique. Ce que j'avais à dire ici ne peut être pour elle qu'un compliment (rires.)

J'avais vu des uniformes, et j'avais cru voir l'uniforme de cette école (non, non). Cela prouve que je suis un orateur maladroit (rires.)

Je reprends mon discours. La plupart des hommes qui s'occupent de science politique se sont rattachés à l'école phalanstérienne. Ainsi donc voilà la désunion qui commence dans le socialisme.

L'avenir ne s'est point fait attendre, nous sommes à 60 ans environ de 89, et déjà nous voyons les conséquences des principes posés par nos pères.

Cette conséquence devient elle-même un nouveau principe qu'il faut développer.

Voilà les études auxquelles je me suis livré. Je demande à tous ceux qui m'écoutent, si, dans leur conscience, n'ayant fait ici profession d'aucune espèce de théorie, d'aucune utopie, n'ayant posé aucune hypothèse, n'ayant fait aucune proposition ; je leur demande si, oui ou non, je suis excusable d'avoir toute ma vie poursuivi cette question sociale. (Oui, oui.)

Permettez-moi d'ajouter quelques mots sur moi-même. (Oui.)

En 1828, j'étais comme la plupart d'entre vous, étudiant. Je quittai le collège, mais des considérations de famille, ne permettant pas à mon père de me faire passer à des études spéciales, je songai alors à me faire à moi-même un cours spécial, puisque les cours officiels n'étaient pas à ma portée, je m'en créai un. Puis, je me fis ouvrier.

J'ai été ouvrier de 1828 à 1838. Au bout de ces 10 ans, une académie de province m'invita à redevenir étudiant. Je redevins étudiant, et c'est pendant cette deuxième période de ma vie que j'ai profité de l'expérience accumulée par ma vie antérieure pour commencer la laboration des questions sociales que j'ai entreprises ; je suis toujours resté en face de ces questions que je n'ai pas posées, qui me sont imposées comme à la société toute entière. Questions qui nous feront périr ou seront notre salut, suivant la manière dont nous les résoudrons. (Très-bien.)

J'ai repris pour ma part à nouveau, la critique de toutes les institutions existantes, car, sans critique, vous le savez, il n'y a pas de science possible.

C'est cette critique nécessaire que je me suis jusqu'à présent occupé à faire, qui m'a maintenu dans un système inflexible de négation.

Pensant que la négation contient toujours au-dessus d'elle l'affirmation.

Pensant ensuite que, si je pouvais créer un système de négation, je pourrais aussi créer un système d'affirmations nouvelles.

Voilà où je suis arrivé, voilà pour le moment tous mes travaux.

Vous me direz si mon devoir est de reculer et de m'arrêter à ce qu'on appelle très-mal, suivant moi, la conservation. (Très-bien, très-bien.)

Le citoyen HESSE, président de la réunion démocratique allemande :

Citoyens, si je viens ici, au nom de la réunion allemande, porter un toast au socialisme, je n'ai pas l'intention de prononcer un discours sur la grave question des réformes sociales. Il me serait impossible d'ajouter un seul mot aux grandes vérités que le génie de la France a révélées à tous les opprimés, que l'instinct de votre peuple généreux a devinées et qu'il saurait aussi exécuter.

Tout ce que je peux, c'est d'ajouter mes vœux aux vôtres pour la cause du peuple souffrant et exploité ; c'est d'adhérer en mon nom et au nom de mes compatriotes à votre glorieuse révolution sociale qui, dans ce moment, fait le tour du monde en dépit de toutes les aristocraties qui la calomnient et qui voudraient bien l'escamoter à leur profit.

Où, citoyens, la sainte cause du peuple, tant de fois méconnue, tant de fois trahie, elle triomphera dans toute l'Europe ! car les temps vont s'accomplir. Déjà, au centre de la civilisation, les deux peuples les plus avancés se tendent la main pour écraser l'ennemi commun de l'humanité, le mensonge, la tyrannie, l'exploitation de l'homme par l'homme !

C'est pour donner témoignage à cette vérité salutaire que je viens, au nom de la noble jeunesse des universités allemandes, parmi lesquelles j'ai passé les plus beaux jours de ma vie, au nom des ouvriers allemands, avec lesquels j'ai toujours uni mes efforts pour combattre l'exploitation du travail par le capital, au nom de tous les démocrates de l'Allemagne,

vous offrir l'alliance pour l'accomplissement de la grande œuvre sociale qui va affranchir tous les opprimés, abolir toutes les iniquités, guérir toutes les souffrances d'une société antagoniste.

Au socialisme sauveur de l'humanité !

La parole est au citoyen SAMAZEDILE, étudiant en médecine :

Citoyens, je vais avoir l'honneur de vous donner lecture d'un toast qui nous a été envoyé par un prisonnier actuellement détenu dans un cabanon de l'hôpital militaire. L'auteur de ce toast, le citoyen Colins, est un vieillard de 65 ans, un vétéran du socialisme, qui, après avoir combattu pendant toute sa vie pour nous conquérir des droits dont il ne jouira jamais, s'est vu, sans jugement, condamner à la transportation, comme tant d'autres de nos frères qui gémissent actuellement sur les pontons de Brest ou de Belle-Ile.

Ce toast, sortant un peu des idées ordinaires, je réclamerai de vous, citoyens, toute votre bienveillante attention.

A la clarté des expressions :

A l'anéantissement des logomachies, sources des opinions ;

A l'anéantissement des opinions, sources d'anarchie quand l'existence de l'ordre par le despotisme est devenu impossible.

Droit au travail, liberté, égalité, fraternité... que signifient ces expressions et mille autres que je passe sous silence ?

Droit ! que signifie ce mot ?

Le professeur de l'histoire du droit dit chaque année aux élèves :

« On ne sait pas encore si le droit dérive de la loi, ou si la loi dérive du droit. »

C'est vrai ; et c'est ce qui a fait dire au chef des économistes français, J.-B. Say : que tout point de droit est toujours plus ou moins dans le domaine des opinions ; excellente raison pour n'avoir de droit que la force.

Et cependant, tant que le droit n'est point sorti, incontestablement sorti du domaine des opinions, la tendance vers le règne du droit n'est autre que la tendance vers l'anarchie.

Y a-t-il un droit autre que la force ? s'il existe, qui le formule, qui le sanctionne ?

Je le répète, hors d'une réponse claire, incontestable à chacune de ces questions, il n'y a pas de salut pour la société. L'enfer de Casti, l'anarchie est alors son inévitable partage.

Droit au travail ! que signifie cette expression ?

Le travail, c'est-à-dire le travailleur, c'est l'homme. *Droit au travail*, signifie donc droit à l'humanité ; or, ce droit socialement appliqué, ne peut être que le résultat de l'organisation de l'humanité, laquelle ne peut être organisée que selon la force ou selon la raison.

Sous l'organisation de l'humanité relative à la force, le droit au travail c'est le droit à être exploité par les forts.

Sous l'organisation de l'humanité relative à la raison, le droit au travail c'est le droit à être garanti de toute exploitation.

Mais cette organisation, qui la formule d'une manière qui la rende incontestable, qui la sanctionne d'une manière qui la démontre inévitable ? En dehors de ces conditions, le droit au travail reste dans le domaine des opinions, et nécessairement soumis à la force ; et le droit au travail n'est alors que le droit d'exploiter si on est fort, d'être exploité si on est faible.

Liberté ! que signifie cette expression ? Est-ce le droit d'aller et de venir avec ou sans raison ? Alors laissez passer les fous.

Liberté ! cette expression pour l'individu signifie : Obéissance volontaire à la raison. Sinon, c'est l'esclavage sous le joug des passions.

Liberté ! cette expression pour les sociétés, c'est la soumission des individus à l'organisation sociale formulée par la raison d'une manière incontestable, sanctionnée par la justice éternelle, dont la sanction est alors démontrée exister d'une manière incontestable.

Mais où se trouve cette formule ? où se trouve cette sanction ? où se trouve la démonstration qui la rend rationnellement incontestable ?

En dehors de ces démonstrations, le mot liberté n'est jamais qu'une source d'anarchie.

Egalité ! que signifie cette expression ? Est-ce l'équation entre le crime et la vertu ? entre le travail et la paresse ?

Cette égalité ne pourrait se réaliser que dans le néant.

L'égalité sociale consiste dans l'existence sous l'organisation humanitaire formulée par la raison et sanctionnée par l'éternelle justice. Sous cette égalité, peu importe de naître ici ou là. Partant, vous jouissez également des droits de l'humanité, droits que vous ne pouvez perdre alors, parce que telle est la justice.

Mais hors la formule d'organisation sociale rationnelle, hors de la sanction inévitable et de la démonstration de leur réalité, la tendance vers l'égalité ne peut être que la tendance vers l'anarchie.

Fraternité ! que signifie cette expression ? Frère de qui ? frère du tigre, ou frère du caillou ? Un célèbre professeur a énoncé plusieurs fois en pleine chaire, je pourrais en donner les dates : « Qu'il y a « plus de distance entre Newton et le dernier des « Australasiens, qu'entre ce dernier et le premier des « singes. »

Tant que cette série continue, base du matérialisme, ne sera point brisée ; tant que le cercle vicieux d'anthropomorphisme et de panthéisme indiqué par M. Cousin comme étant le seul dans lequel l'humanité ait pu tourner depuis son origine, ne sera point anéanti ; la fraternité ne sera qu'une expression anar-

chique conduisant à la mort du faible, par la tyrannie des forts.

Répondons donc, citoyens :

A la clarté des expressions !

A l'aneantissement des logomachies, sources des opinions !

A l'aneantissement des opinions, sources d'anarchie, quand l'existence de l'ordre par le despotisme est devenu impossible !

A leur anéantissement : par le besoin, la recherche, la découverte et l'acceptation sociale de la vérité !

(Lecture est donnée d'une lettre du citoyen Lagrange, représentant du peuple, qui s'excuse de ne pouvoir assister au banquet.)

Lettre de Barbès, lue par un des commissaires du banquet.

Donjon de Vincennes, 2 décembre.

Citoyens, je réponds bien vite à votre invitation. Parmi les pensées qui seront exprimées dans votre banquet, il est un toast qu'il m'appartient plus particulièrement de porter.

C'est celui-ci : A la jeunesse des écoles !

Vous le savez, en effet, citoyens, en 1839, lorsqu'un arrêt de la cour des pairs me livrait à la disposition de celui qu'on nommait alors le roi, cette généreuse jeunesse que vous représentez aujourd'hui s'émou, et elle alla, de concert avec une députation du peuple, déclarer à la monarchie qu'il ne plaisait pas à la France que ma tête fût coupée.

Citoyens, je ne demandais rien, moi, à cette monarchie. Vaincu, mon devoir était d'attendre en silence les coups du vainqueur, et peut-être m'eût-il rendu service en abaissant sur moi le bras du bourreau ! Impuissant pendant ma vie, je serais devenu, de par ma mort, un ennemi à craindre pour les tyrans.

Mais nul que moi ne pouvait envisager ainsi la question, et ma plus vive reconnaissance n'en est pas moins due à la fraternelle intervention de la jeunesse des écoles.

Merci donc, frères et amis ! Ce qui ajoute à mes sentiments de gratitude pour vous, c'est de voir dans quelle voie, véritablement digne de l'avenir, vous vous personifiez en vous, vous marchez.

Entre les deux partis qui se disputent encore le monde, vous, fils de bourgeois, vous vous êtes mis ouvertement du côté du peuple.

Vous acclamez la république démocratique et sociale, c'est-à-dire que vous voulez que le règne de toute exploitation de l'homme par le capital prenne fin, et que le but de l'activité humaine soit d'établir l'égalité vraie sur la terre.

Citoyens, c'est au service de ces principes que j'ai dévoué mon existence. Libre, ou dans les cachots, je les confesserai toujours. Je m'associe donc de cœur et d'âme à votre communion égalitaire, criant avec vous : Vive la république démocratique et sociale ! et ajoutant à ce cri, au nom de la reconnaissance personnelle que je vous dois : Vive la jeunesse des écoles !

A vous de cœur, citoyens, brillant espoir de l'humanité, jeunes générations qui renouvelleront le monde.

Salut et fraternité.

Votre frère prisonnier,

A. BARBÈS.

Le citoyen LEDRU-ROLLIN. — A la Révolution !

Citoyens, nous avions hâte de nous rendre au milieu de vous, nous souffrions d'attendre ; mais nous devions, avant de venir partager vos joies, résoudre une question constitutionnelle, celle de savoir si un agent de l'autorité avait un droit de surveillance dans vos réunions et devait apporter son contrôle à vos paroles.

Nous ne pouvions souffrir cette prétention, ni pour votre dignité, ni pour notre caractère de représentant.

Nous voulions surtout, pour l'avenir des banquets, pour l'avenir du droit de réunion conquis sur les barricades de février, éclaircir et résoudre cette question.

Nous nous sommes rendus auprès du préfet de police, et nous sommes heureux de vous le dire, nos réclamations ont été couronnées de succès, et il s'est décidé à ordonner à son agent de se retirer et de laisser un libre cours à vos paroles.

Citoyens, mon toast est celui-ci :

A la révolution commencée par nos pères, continuée par l'héroïque population de Paris, et qui maintenant fait le tour du monde !

A la révolution complète, entière ! A la révolution qui ne sera pas accomplie tant qu'il y aura encore des hommes qui languiront dans la misère, des mères de familles qui maudiront leur fécondité ; enfin, tant qu'il y aura encore sur la terre des frères, des égaux rejetés en dehors de la société et foulés aux pieds !

A la révolution, tant qu'elle ne sera pas allée jusqu'à ses dernières conséquences !

Citoyens, je n'ai donc que ce toast à porter : à la révolution ! car nous devons être tous ses soldats tant que ses ennemis conspireront et se lèveront contre elle.

A la révolution, à l'amour et à l'union de tous les enfants de la démocratie ! Par eux et avec elle sera véritablement fondée la République démocratique et sociale.

Car ce n'est pas elle que nous avons maintenant ; non, cette république, que les réactionnaires font passer sous les fourches caudines de leur Constitution et de leurs lois, ne peut être la nôtre.

J'ai dit : à l'union de la démocratie ! Citoyens, ai-je besoin de le répéter et de faire comprendre la nécessité de cette union ? N'est-ce pas à cause des divisions qui ont éclaté dans nos rangs que les misères du peuple n'ont pas entièrement cessé ? Ne sont-elles pas cause que, dans la Constitution que l'on nous a donnée, on lui a dénié ce droit sacré, imprescriptible, ce but de nos efforts communs, le droit au travail.

De l'union, frères ; sermons nos rangs, car la révolution n'est pas finie ; car nos gouvernants n'ont même pas tenu compte de l'essence du pouvoir démocratique, en décrétant que la magistrature la plus élevée serait permanente. Ils n'ont pas compris que le caractère du pouvoir qui procède du peuple doit être avant tout la mobilité.

Il faut que chaque travailleur, chaque enfant du peuple puisse, journellement pour ainsi dire, entrer au pouvoir, puis faire place à un autre pour se remettre dans la masse de ses frères. Voilà ce qu'il nous faut faire pour arriver à la vérité d'un principe par le jeu de nos institutions. Alors seulement la démocratie sera triomphante. Eh bien ! nos législateurs ont ignoré ou oublié ce caractère de mobilité ; car elle n'existe pas avec une magistrature en permanence pendant quatre ans.

Ils ont cédé qu'il fallait créer l'unité dans le pouvoir, et que la présidence, si présidence il y a, ne doit être que le bras de l'Assemblée ; qu'elle doit toujours être révocable, et que sa volonté doit toujours pouvoir la faire rentrer dans le sein du peuple. (Applaudissements.)

Citoyens, je le répète, non ce n'est pas la République que nous avons, mais bien quelque chose qui ressemble à la royauté.

Frères, j'ai parlé de la misère du peuple ; cette misère, nous la connaissons, nous avons le doigt dessus pour ainsi dire ; mais comment pourra-t-elle cesser ? Ce ne sera que lorsque la révolution sera arrivée à ses dernières conséquences, lorsque par elle nous aurons fait cesser toutes les inégalités, vaincu le privilège et aboli l'exploitation de l'homme par l'homme.

Au réveil sublime de février ! Oh ! nous avions tous espéré qu'il en serait ainsi ; nous avions tous cru que la dernière heure de la dernière des aristocraties avait enfin sonné. Il n'en était rien ; mais si, malheureusement et grâce à quelques divisions, nos éternels ennemis ont pu retarder de quelques instants le moment de la délivrance des peuples, ne faut-il pas que cela ait un terme, car la patience a des bornes et nous devons être las d'attendre ! (Oui ! oui !)

Il nous a été donné une consolation qui a manqué aux glorieux martyrs de notre première révolution ; oui, ce qu'ils n'ont pas vu, nos yeux le verront ; ce qu'ils n'ont pas vu, c'est un nouveau monde se levant tout entier au cri de LIBERTÉ ; ce qu'ils n'ont pas vu, c'est le vieux monde qui craque de tous côtés, qui s'ouvre, et qui, de chacune de ses fissures, voit sortir une armée de soldats pour sauver la République. (Applaudissements.)

Citoyens, j'entends quelquefois les écoles se diviser sur la signification de tel ou tel mot. A quoi bon ces vaines disputes ? Nous sommes au plus fort du combat, et dans la lutte il ne peut y avoir qu'un seul cri de ralliement : la révolution démocratique et sociale. Elle ne peut être autrement. Qu'elle se lève donc, qu'elle serve de pavillon à toutes les nations du monde qui veulent recouvrer leur indépendance ; c'est par elle qu'elles vaincront et seront invincibles. (Applaudissements.)

Citoyens, j'ai dit que ce spectacle qui avait été refusé à nos pères nous était réservé. Oui, nous verrons son triomphe, nous verrons le règne de la démocratie s'étendre par toute la terre. Cette foi est au fond de tous nos cœurs, c'est le soutien qui fortifie ceux qui combattent en ce moment pour la sainte cause populaire ; ils savent que la révolution ne peut plus périr, puisqu'elle est représentée par des hommes comme vous. (Applaudissements.)

C'est en vain que nos ennemis espèrent jeter le découragement dans nos rangs, c'est en vain que le colosse moscovite sème la désunion parmi les fils de la Hongrie, espérant ainsi les forcer à se jeter dans ses bras. Vain espoir ! la révolution est plus forte que lui ; et quand même la fortune le seconderait assez pour qu'il puisse venir l'attaquer jusque chez nous, ah ! j'en suis bien persuadé, nous nous lèverions tous comme un seul homme, et nous tueries jusqu'au dernier de ses soldats. (Oui ! oui !)

C'est en vain qu'il cherche encore à abuser les peuples, qu'il répand parmi eux des bruits d'ambition de notre part, et qu'il veut stimuler une guerre nationale contre la France ; les peuples ne s'y laisseront plus prendre. Ils savent bien qu'elle ne veut pas de conquêtes, ils savent surtout que la révolution de février, par son caractère social, s'y oppose formellement. (Applaudissements.)

Ils savent que ce n'est pas par les armes que les fils de la nation initiatrice veulent régénérer le monde, mais bien par la force de l'idée, de l'idée que rien ne peut arrêter et qui, plutôt que de rester stationnaire, franchirait les frontières au souffle des vents et passerait en dépit de toutes les douanes pour apporter aux peuples la bonne nouvelle de l'émancipation. (Applaudissements.)

Citoyens, à la révolution politique et sociale ! Nous ne pouvons séparer ces deux termes, il se complètent l'un par l'autre ; l'un est le but, l'autre est le moyen. (Oui ! oui !)

Qu'on ne dise donc plus que la politique est impuissante, n'est-ce pas elle qui a préparé les voies à la République et au triomphe des idées sociales, par la conquête du suffrage universel ! (Applaudissements.)

Cessons donc de vaines distinctions et de vaines récriminations ; ne soyons plus ni politiques, ni socialistes exclusivement, mais disons-nous révolutionnaires socialistes. (Applaudissements.)

Mes amis, frères, restons amis, car la contre-révolution veille autour de nous, elle épie nos malentendus pour les exploiter, elle cherche par tous les moyens à nous ravir les droits que nous avons conquis. Veillons donc et appelons à nous tous les révolutionnaires de quelque école qu'ils soient pour terrasser et vaincre la contre-révolution.

Soyons révolutionnaires et montagnards ; n'était-ce pas ainsi que s'appelaient l'immortelle phalange de nos pères ? Comme eux, oublions tout ce qui peut nous séparer ; mettons de côté toutes nos inimitiés, car il nous faut combattre ; et tant que nous ne serons pas libres, ne formons qu'un seul bataillon et qu'une seule phalange. (Applaudissements.)

Et voyez, citoyens, ce que peut cette union lorsqu'elle est pratiquée par des hommes qui sentent battre un cœur libre dans leur poitrine.

Voyez comme ils arrivent promptement au triomphe. Voyez le peuple de Rome : il est uni, et il a brisé et détruit la dernière digue de l'aristocratie. Et maintenant, il peut, s'il le veut, proclamer la République, car il est dans son droit en arrachant à un prince un pouvoir usurpé.

Citoyens, vous êtes tous pour la liberté de conscience. (Oui ! oui !) Que l'on ne vienne donc pas nous accuser de poursuivre et de combattre une religion, car la révolution de Rome n'a attaqué que le pouvoir temporel du pape, et c'est le pouvoir temporel que nous combattons ; toujours nous respectons le dogme dans ce qu'il a de plus absolu. (Applaudissements.)

Le prince temporel a donc été obligé de fuir ; mais le père spirituel de la catholicité peut porter ses pas où il le voudra, tous les territoires lui sont ouverts.

La révolution romaine ira jusqu'au bout, si le peuple italien le veut ; car je suis bien persuadé que la France ne voudrait pas s'associer à une croisade contre lui. (Non ! non !)

Je suis bien persuadé que la France ne voudrait pas aider à une soumission que l'Autriche imposait par des baïonnettes.

Citoyens, s'il arrivait cependant que la France, plutôt le gouvernement qu'elle a maintenant, voulût se jeter dans l'Italie, jurons tous de ne pas lui prêter notre concours ou de lui répondre par des baïonnettes. (Oui ! oui ! Vive l'Italie !)

Oui, vive l'Italie ! mais aussi vive le peuple de Prusse, et sa chambre qui défend si intrépidement ses droits !

Vive surtout la mémoire de ces noms que je vois tracés sur les murs de cette enceinte ! Vive à jamais la mémoire de Blum, de Mes-enhauser et celle de ses nobles compagnons de martyre ! Qu'elle soit à jamais respectée par les peuples de l'Allemagne ! Que leur souvenir les soutienne lorsqu'ils auront à combattre le colosse du Nord, qui se tient sur leurs frontières, attendant le retour du printemps et tout prêt à lancer sur eux ses cosaques et à les écraser.

Citoyens, les circonstances sont graves, rappelez-vous la devise de nos pères : « L'union fait la force. » Et à tout homme qui a un cœur, crions, comme ils le faisaient : « Frères, à nous ! la révolution est menacée ; il faut combattre ! »

Un fleuve immense coule entre les pôles du monde social. D'un côté est le privilège et la bourgeoisie qui le défend ; de l'autre côté sont les idées qui doivent renverser la face du monde. Ce fleuve, le privilège veut le franchir et veut étouffer et détruire l'idée. Pour le défendre, pour sauver l'avenir, soyons révolutionnaires et ne cessons de l'être tant que la révolution n'aura pas fait le tour du monde ! (Applaudissements redoublés.)

Le citoyen GAUTIER, délégué du Luxembourg. — A la Famille et à la Propriété !

Deux puissances se sont constamment disputé l'empire du monde : le bien et le mal, si poétiquement représentés par le christianisme sous les traits du Christ, de Satan ; types sublimes ! admirablement reproduits par le génie des peintres du moyen-âge.

Si le christianisme, malgré dix-huit cents ans d'efforts, n'a pu parvenir à détrôner le mal, c'est que le catholicisme hypocrite et ambitieux, oubliant sa noble origine et dénaturant les principes de l'Évangile, n'a pas craint de méconnaître les droits imprescriptibles de l'humanité, en s'associant aux oppresseurs des peuples, en se faisant oppresseur lui-même. Aussi, voyez comme les catholiques, ces faux prêtres du christianisme, ont une étrange manière d'enseigner la religion du Christ. Ils sont au mieux avec Satan, et, entourés de ses pompes et de ses œuvres, ils viennent nous dire, à nous qui ne possédons rien, de renoncer à Satan, à ses pompes et à ses œuvres !

Mais laissons de côté les catholiques, et voyons par quel moyen le Christ détrônera Satan, comment le bien remplacera le mal.

Les éternels conservateurs du mal ne redoutent qu'une chose, la lumière ! et ils ont raison, car du moment où la lumière rayonnera sur toutes les intelligences, le mal aura disparu. Mais comme ils connaissent leur ennemie, ils la combattent à outrance. Voyez avec quelle persévérance ils ont de tout temps entretenu contre elle les ténèbres de l'ignorance, et avec quelle barbarie ils ont toujours traité les hommes qui cherchèrent à éclairer le peuple.

Aujourd'hui encore, rien n'est changé, et le passé que nous avons cru ensevelir sous les barricades de février, s'est tout à coup redressé avec son hideux cortège de mensonges et de fourberies. Des républicains, indignes de ce nom, ont pactisé avec lui, et de cette alliance libicide, la République outragée a vu naître des lois oppressives de ses plus chères libertés. La calomnie, qu'ils ont encouragée, s'est alors appliquée à représenter les socialistes comme des monstres épouvantables, rêvant le pillage et le

viol sur les ruines de la famille et de la propriété.

Un homme, qu'on a eu le tort de croire sincère, n'a pas craint, dans une circulaire, de se faire l'écho de ces monstruosités ; il a dit, faisant allusion au socialisme : « Ces théories s'attaquent à tout ce que les sociétés humaines ont de plus respectable, de plus saint, de plus vital. » Ce qui, en d'autres termes, voulait dire que le socialisme s'attaque à la famille, à la religion, à la propriété.

Ainsi, nous, qui voulons la famille pour tous, nous sommes les ennemis de la famille !

Nous, qui voulons la propriété pour tous, nous sommes les ennemis de la propriété !

Nous, qui sommes les vrais continuateurs du Christ, nous sommes ennemis de la religion !

Ah ! ah ! ah ! infâmes calomnieurs ! vous me faites vraiment pitié !... Oui, vous me faites pitié, car votre égoïsme vous égare ! vous sacrifiez tout au présent, et ne tenez aucun compte de l'avenir... de l'avenir qui se dressera contre vous, pour vous signaler au mépris de la postérité ! (Bravos.)

Ah ! vous croyez, aveugles que vous êtes, qu'avec votre odieux système d'impostures et de calomnies, vous parviendrez à consolider votre puissance qui s'écroule, et à vivre comme vous avez toujours vécu c'est-à-dire au moyen de l'usure et de l'exploitation de vos semblables ? Détrompez-vous ! détrompez-vous !... Le règne du parasitisme est passé, celui du travail commence ! (Oui ! oui !)

A nous tous les opprimés ! à nous tous les travailleurs des bras et de l'intelligence ! à nous tous ceux qui sentent battre leur cœur au saint nom de fraternité ! Venez... venez tous !... et formons contre nos oppresseurs la sainte alliance du travail et de l'intelligence !...

A nos frères aveugles répétons sans cesse : Oui, nous sommes les vrais amis de la propriété, car nous ne voulons plus qu'elle soit le fruit de l'usure, du privilège ; mais le résultat du travail et de la probité.

Oui, nous sommes les vrais amis de la famille, car nous la voulons pour tous. Nous voulons que l'ouvrier puisse avoir une famille, dont les filles ne soient plus contraintes par la misère de servir de jouet aux passions honteuses des soi-disant défenseurs de la famille.

Oui nous sommes les vrais amis de la morale et de la religion, car nous ne voulons plus que le bonheur soit pour quelques-uns ; nous voulons qu'il devienne le patrimoine de l'humanité entière.

Il est facile de comprendre pourquoi nous sommes calomniés. Que pourrait-on opposer à nos doctrines, qui ne soit pas une calomnie ? Mais patience... toutes ces infamies qui, comme des nuages sombres, s'amoncellent sur toutes nos têtes, se dissiperont bientôt au rayonnement des idées régénératrices que le socialisme répand sur le monde. Il est impossible qu'on puisse croire longtemps qu'il y a des hommes assez barbares pour vouloir détruire la famille et la propriété.

Hommes simples et crédules, tranquillisez-vous ; personne ne songe à détruire ces deux éléments indispensables à l'existence des sociétés et au bonheur des individus. Loin de vouloir détruire la propriété, nous voulons la rendre accessible à tous ; c'est pour cela qu'il est urgent de la dégager de l'usure et du privilège qui en font un droit exclusif. Nous, socialistes, nous disons : Plus d'exclusion, le droit pour tous !

Oh ! je sais qu'on peut nous répondre que nous possédons le droit à la propriété, le droit à la famille. Oui, sans doute, absolument comme nous possédons le droit de publier notre pensée... avec 24,000 fr. de cautionnement ! De même aussi nous possédons le droit d'avoir une famille... si nous avons le moyen de la nourrir !... Mais quand des masses de travailleurs n'ont qu'un salaire insuffisant pour subvenir aux premiers besoins de leur existence ; quand par de longs chômages ils sont forcés par la faim et la misère d'avoir recours au suicide ou à l'humiliation de la charité publique, ce droit à la famille n'est-il pas pour eux une amère et sanglante ironie ?

Nous, vouloir détruire la famille !... Mais vous, hommes du passé, qui nous accusez de cette infamie, qu'en avez-vous fait de la famille ? Aujourd'hui, vous mettez vos filles à l'enca, et les livrez au dernier enchâssement ! Et quand vous n'êtes plus, vos fils impatients de jouir de vos dépouilles, traînent leurs mères devant les tribunaux, pour réclamer leur part de la succession paternelle ! et vous osez nous parler de moralité !... Passons. D. puis tant de siècles que vous gouvernez les hommes, vous auriez pu, si vous l'aviez voulu, les rendre heureux ; et cependant nous voyons toujours les nombreuses familles de prolétaires vouées fatalement au malheur, et leurs enfants mourir ou s'étioler sous la pression de la misère ! Nous voyons de pauvres mères gémir de leur fécondité ! Ce don que Dieu leur a fait pour être leur joie et leur bonheur, est devenu pour ces malheureuses une source nouvelle de misères, d'inquiétudes et de souffrances !... Ah ! si c'est là ce que vous voulez conserver, hypocrites défenseurs de la famille, soyez maudits !... soyez maudits !... (Mouvement.)

Nous, qu'on accuse de vouloir détruire la famille, nous voulons qu'elle devienne le séjour du bonheur et l'école primaire du dévouement et de la vertu. Nous voulons que la femme de l'ouvrier puisse donner le jour à ses enfants sans trembler pour leur avenir. Et pour qu'il en soit ainsi, nous demandons que le travail soit organisé de manière à régler la production et à fournir à chaque travailleur un gain basé sur ses besoins réels.

Avec l'organisation du travail, plus de banqueroute, plus de chômages, plus d'exploitation de l'homme par l'homme, plus de misère. L'organisation du travail, c'est l'organisation de la fraternité humaine, c'est la chute de Satan, c'est le triomphe du Christ !

Voilà ce que nous voulons, nous, socialistes ; voilà

propriété, si nous savons joindre à notre ardent amour l'humanité, l'union et la patience si nécessaires à la victoire de notre cause.

avons, buvons donc à la famille et à la patrie ! (Vifs applaudissements.)

Le citoyen AVILLON, étudiant en médecine, ancien capitaine d'état-major des Ecoles. — A nos frères de Vienne ! à l'Avenir des Ecoles !

Citoyens, c'est pour la première fois, après de nombreux efforts, qu'il nous est donné de nous réunir en famille : j'ai pensé que vos cœurs s'associeraient au mien pour porter ce toast : A nos frères de Vienne, à l'Avenir des Ecoles !

A nos frères de Vienne, à ceux qui les premiers ont compris l'importance du combat, à ceux qui ont acheté au prix de leur sang, cette liberté, ils ont voulu la leur ravir, ils surent de nouveau combattre et mourir pour elle, ils furent des héros : ils reçoivent aujourd'hui de nos mains fraternelles le palmé des martyrs.

Frères d'Allemagne, il nous eût été doux de partager vos luttes sublimes ; il nous eût été doux de partager vos dangers, et votre sort nous a arrachés des bras de rage et de douleur, nos bras n'ont pu voler vers vous pour vous défendre (honte sur ceux qui ne l'ont pas voulu), mais nos âmes franchissant la distance qui nous sépare ont pleuré avec vos âmes, et les larmes et le sang de votre agonie ont ajouté au ferment de l'amour que nous avions pour vous le levain de la haine pour vos tyrans. Votre sang a crié vengeance, le jour de la vengeance n'est pas éloigné ; le temps des piques populaires est proche, et le jour de la communion des peuples, les rois tomberont anéantis sous l'opprobre et l'emprise universel. Oui, nous avons pleuré ; mais vous le savez, ce n'est pas par des pleurs stériles qu'il convient d'honorer votre mémoire, c'est en vous imitant ; que vos mânes glorieux soufflent dans nos cœurs le feu sacré de l'enthousiasme qui nous dévorait et que chacun de nous se dévoue, apôtre fervent, à la propagation des idées pour lesquelles vous vous êtes si noblement sacrifiés.

C'est en vain que les rois forment un cercle de fer autour de la France républicaine ; l'étoile qui jallit en Février a trompé la vigilance de leurs sentinelles, tous les peuples un jour seront frères, et ce sera l'œuvre du socialisme, du socialisme victorieux faisant le tour du monde, car pour les idées il n'est pas de cordon sanitaire. C'est en vain qu'on voudrait leur opposer une barrière : quelque puissante qu'elle paraisse être, tôt ou tard elle sera brisée, la vérité et la justice sont éternelles, elles doivent triompher, l'ennemi qui aujourd'hui arrête notre marche, sera renversé demain par un de nos frères.

Mais n'oublions pas, frères, que le temps de la force brutale est passé, et que c'est la parole qui doit désormais féconder le champ de l'avenir ; assez de sang a coulé, assez de larmes amères ont été versées, assez de deuil est entré dans nos âmes : plus de luttes à main armée ; ne fournissons pas à nos ennemis, l'occasion, qu'ils désiraient avec bonheur, de faire de Paris, cet ardent foyer révolutionnaire ce que des brigands, assassins couronnés, ont fait de Messine, de Vienne et de Milan. Non, ne remuons plus les pavés de la rue, laissons s'étendre la rouille sur les canons de nos fusils ; nous avons dans les mains une arme plus terrible et plus puissante que le plomb et le pavé, cette arme c'est le suffrage universel. C'est la notre toison d'or, avec cette conquête si chèrement achetée, la victoire nous est assurée d'une manière pacifique, si plus tard quelque pouvoir despotique veut nous ravir ce droit, alors nous nous leverons tous aussi ardents à saisir le fusil qu'à manier la parole, nous saurons prouver aux tyrans que nous sommes les dignes frères de ceux qui sont aujourd'hui l'objet de nos regrets et de nos hommages et que, pour la défense de nos libertés, nous savons comme eux combattre en héros, et succomber en martyrs. Croyez-le, citoyens, même à main armée la victoire nous souriait. Qu'importe le nombre ? le cœur est tout. Jusque là, frères, de la patience et du dévouement. La patience est une intrépidité de chaque instant. Du dévouement, nos pères en ont eu, en manquant nous ?... Rappelons nous, citoyens, la nuit immortelle du 4 août ; dans cette nuit, mémorable à jamais, des hommes regardés jusqu'alors comme d'une race supérieure au vulgaire, les nobles déchirèrent leurs parchemins, ils en firent un holocauste à l'égalité et brisèrent ainsi sans retour avec le passé, ils sollicitèrent humblement le titre de citoyen. Aujourd'hui la noblesse n'est plus un privilège envié ; les blasons se cachent honteux, le ridicule a tué le plus grand nombre, les autres (et parmi ceux-là des plus illustres) se sont vautés à plaisir dans la boue et dans le sang de leur propre famille ; tous les privilèges ne sont pas morts, cependant, et le hasard nous a fait, citoyens, des privilégiés de l'éducation : ce privilège nous ne pouvons l'anéantir, mais plus heureux que nos pères, nous pouvons le faire partager à ceux que la fortune a moins favorisés que nous. Instruisons donc le peuple, éclairons-le afin qu'il puisse reconnaître ceux qui le trompent et qui le haïssent, d'avec ceux qui le servent et qui l'aument, afin qu'il juge dans sa saine raison, lequel doit avoir sa confiance, de celui qui veut l'avilir par l'aumône ou de celui qui veut l'anoblir par le travail : instruire, voilà notre mission sainte ; instruire, oui à l'avenir des Ecoles.

A nos frères de Vienne, à l'Avenir des Ecoles, et Vive la République démocratique et sociale.

Le citoyen SAMAZEUILT. — A la fraternité universelle, à l'unité humanitaire.

Citoyens, l'existence des nationalités n'est due qu'à l'ignorance primitive qui alors, rend la force seule interprète possible du droit.

Aussi, tant qu'il existera des nations, le seul interprète de droit qui puisse exister entre elles : c'est la force.

Mais tant que la force restera seule interprète du droit, au sein des nations, il n'y aura que la force qui puisse être l'interprète du droit au sein de chacune d'elles.

L'existence des nationalités a donc pour conséquence fatale, nécessaire, inévitable, le despotisme des forts et l'esclavage des faibles.

Mais comme en présence de l'incompressibilité de l'examen, la force devient incapable de maintenir le despotisme comme base d'ordre, l'anarchie devient inévitable, et l'existence de l'ordre impossible : jusqu'à ce que les nationalités, et l'ignorance dont elles dérivent soient anéanties.

Répons donc, encore une fois, citoyens, à l'ancêtrement du despotisme, de l'esclavage, et de l'anarchie, pour arriver à l'unité humanitaire ! A l'ancêtrement de l'ignorance : par la découverte et l'introduction de la vérité.

Le citoyen FÉLIX PYAT, représentant du peuple.

Au droit au travail !

Citoyens, au milieu de l'enthousiasme qui anime cette fête, une pensée amère, presque un remords me trouble malgré moi, empoisonne ma joie comme une goutte de fiel empoisonnerait nos verres ; je pense qu'à l'heure où nous sommes assis à ce banquet fraternel, rompant le même pain et communiant dans un même esprit, je pense avec douleur qu'il y a des hommes, des frères qui ont faim et qui ne mangeront pas aujourd'hui. (Mouvement.) Oui, citoyens, les larmes des victimes, voilà le fiel qui rend à cette heure toute joie et toute coupe amère ; voilà le mal qui trouble le présent, qui nous fait soupçonner tous après la République de l'avenir, après la République démocratique et sociale, la seule qui puisse réaliser enfin le règne promis depuis vingt siècles, le règne de Dieu, le règne du pain quotidien pour tous les enfants de l'humanité. (Bravos.)

La République, c'est la solidarité. Or, tant qu'un seul homme sera sans pain, nous n'aurons pas la République (c'est vrai ! c'est vrai !) ; tant que le souverain portera pour sceptre et pour manteau le bâton et la besace du mendiant, nous n'aurons pas la République (mouvement) ; tant que le labeur ne pourra nourrir l'homme et que l'oisiveté l'engraissira ; tant que le superflu des uns se fera du nécessaire des autres ; tant que l'ouvrier sera la proie du maître ; tant que le pauvre sèmera le blé et mangera le son (nouveau mouvement) ; tant que les fils du peuple naîtront pour l'hôpital et les prisons, ses filles pour la prostitution et le suicide, nous n'aurons pas la République (mouvement prolongé). Non, nous n'aurons pas la République tant que nous verrons l'homme plus malheureux que la brute ; tant que nous verrons ce que j'ai vu encore aujourd'hui, en venant ici, les chevaux du riche encapuchonnés, avec des genouillères et les sabots cirés, et des hommes demi-nus balayant la rue pour que les chevaux du riche ne salissent pas leurs pieds, nous n'aurons pas la République. (Applaudissements.)

Fils de la bourgeoisie, fils du privilège, suivez-moi dans la maison du pauvre ; il fait nuit, il fait froid, entrez dans cette allée sordide, infecte, qui offense l'odorat et la vue, tous les sens à la fois ; montez ces escaliers à rampe de corde ; pénétrez dans ce réduit humide à soupente écrasée, crevasée, qui laisse passer non pas l'air, mais le froid ! Là un peu de charbon de terre qui fume dans l'âtre ; deux petits enfants au lit ; la mère, après le travail du jour, lavant leurs hardes pendant qu'ils dorment ; pauvre courageuse femme, pâle et maigre de fatigue et de besoin, luttant contre la misère jusqu'à la mort, prenant sur son sommeil et sur sa vie, et frappant sur sa poitrine desséchée qui ne peut plus aller ses enfants. (Mouvement.) A côté, dans une mansarde, une table et une lampe, une jeune fille à l'ouvrage, laissant tomber son aiguille, déchirant une lettre infâme et allumant un fourneau de charbon. (Nouveau mouvement.)

Ailleurs, à l'hôpital, le père peut-être, un malade, un numéro, il y en a tant qu'on ne les nomme pas, on les compte tout au plus, un pauvre enfin qui mourra comme il a vécu, au profit du riche, exploité par lui au-delà même de la vie ; car il lui appartient corps et âme, tout entier ; il le nourrit dans la paix, il le défend dans la guerre, et il ne repose pas même dans la tombe, car la science apprend encore sur lui à guérir le riche ! (Sensation profonde.) Non, nous n'aurons pas la République.

Nous avons une royauté moins le nom, un empire moins la gloire, je ne sais quelle République venue d'Afrique avec un bonnet de police (C'est vrai ! — Rires.), je me trompe, avec un képi (Nouveaux rires), sorte de coiffure métisse, ni militaire, ni civile, un juste-milieu entre le bonnet de police et la casquette, bonnet bâtarde comme le pouvoir lui-même qui a les inconvénients de la monarchie sans les avantages de la liberté. Nous avons le régime de la force, la règle du hasard, un chaos sans justice et sans ordre, où la moitié de l'humanité mange l'autre, un monde sans foi, ni loi, plein de vices et de crimes, d'erreurs et de malheurs, une société égoïste et pourrie jusqu'à la moelle, ayant pour roi le bourreau et pour Dieu le veau d'or. Non ! non, nous n'aurons pas la République. (Applaudissements.)

Car la République, c'est la liberté ! Or, celui qui n'a pas, est esclave de celui qui a. C'est Esau vendant son droit pour un plat de lentilles. (C'est vrai !)

La République, c'est l'égalité ; et il faut que tout le monde vive, dit le proverbe, vieux proverbe vraiment français, qui a bien le génie de notre pays, qui contient en germe toute notre révolution, car il nie le privilège et affirme le droit. Or, celui qui meurt de faim n'est pas l'égal de ceux qui meurent d'indigestion ! (Mouvement.)

La République, c'est enfin la fraternité ! Aimez-vous les uns les autres, nous ont-ils dit à la fête de la constitution ; (Mouvement.) mais comment aimer ceux qui nous tuent ? car c'est tuer encore que de laisser mourir. (Oui ! oui ! — Bravos.) Le riche n'est pas le frère du pauvre qui expire à sa porte. Ou bien c'est la fraternité de Cain ; et la voix du peuple, la voix de Dieu lui crierait un jour : « Qu'as-tu fait de ton frère ? » Non, mille fois non, nous n'aurons pas la République. (Applaudissements.)

Et nous la voulons nous, pleine et entière, sans exclusion, sans exception. C'est pourquoi nous voulons le droit de vivre pour tous. Ceux qui veulent nier et comprimer ce droit et qui s'appellent pour tant honnêtes et modérés, se fient à la force, à la violence : ils font de Paris un camp, de la France une caserne, et de l'armée une gendarmerie. (C'est vrai ! bravos.) Ils emprisonnent, ils déportent, ils tuent ; et les voilà qui retombent encore sur la presse, recommencent cette vieille guerre de l'erreur contre la vérité, prenant dans leur folie le phare pour l'écluse, accusant les baromètres de faire l'orage parce qu'ils l'annoncent ; (Oui ! oui !) ne voyant pas que la lumière brûle le bûcheau, que l'orage vient de ceux qui refusent le droit, et non de ceux qui le réclament ; parce que le droit est imprescriptible ! (Oui ! oui ! bravos.) Ne voyant pas, les aveugles ! qu'on ne fonde rien par la force, la République encore moins que la monarchie, qu'on ne fonde pas un principe par un principe contraire, la liberté par l'état de siège, l'égalité par l'exil, la fraternité par la mort (Bravos très prolongés) ; qu'on ne fonde pas l'ordre à coups de canon, mais à coups d'institution ! (Très-bien ! bravos.) Nous, au contraire, les hommes excessifs, les hommes rouges (On rit), nous ne nous lions qu'au principe et au droit ; nous ne voulons fonder la République que par la justice et la saine raison ; nous voulons reconnaître et assurer, pour toujours et pour tous, le premier des droits de l'homme, le droit à la vie. (Oui ! oui !)

Or, le droit à la vie, je l'ai dit et prouvé à une autre tribune, c'est le droit au travail ! (Grand mouvement, applaudissements.)

Donc, citoyens, au droit suprême, au droit supérieur et antérieur à tous les autres, au plus sacré, au plus légitime, au plus nécessaire de tous les droits, à ce droit proclamé le dernier pour devenir le premier, (Bravo ! bravo !) au président, au roi, au maître, au capital de l'avenir, AU TRAVAIL ! (Applaudissements prolongés.)

Ce discours, qui a produit le plus grand effet, est suivi d'une interruption pendant laquelle le citoyen Pyat est entouré d'un grand nombre de personnes qui lui serrent les mains et le félicitent. Toute la salle retentit des cris de : Vive le droit au travail ! Vive Félix Pyat !

Le citoyen MOHÉRY, représentant du peuple : A l'union des Ecoles !

Citoyens et chers condisciples. Je me sers à dessein de ce dernier nom, car il me rappelle d'ineffables souvenirs. Je sais d'ailleurs qu'entre les étudiants de 1048 et ceux de 1830, l'âge seul établit une différence. Les sentiments sont les mêmes ; le germe des idées qui commencent à éclore chez nous à l'époque de la révolution de juillet ne pouvait manquer de se développer rapidement dans vos esprits sous l'influence du mouvement sublime de février !

Où, chers condisciples, comme vous, nous voulions le renversement de la monarchie et des privilèges sans exception ; comme vous, nous voulions la liberté, l'égalité, la fraternité ! Nous voulions enfin la République démocratique et je dirais même sociale, car nous comprenions déjà qu'une révolution n'est possible à l'humanité, qu'autant qu'elle apporte à l'organisation sociale des modifications favorables au bien-être de tous les citoyens.

Telle fut la pensée des démocrates de 1830. Cette pensée fut comprimée par la trahison ; mais pendant 18 ans nous avons conservé la foi dans nos principes et, grâce à votre dévouement, à celui du peuple de Paris, ils ont triomphé d'une manière éclatante. Je sais, citoyens, combien l'esprit de tradition se maintient dans les écoles, je ne vous rappellerai donc pas quelle fut la conduite des étudiants en 1830, vous la connaissez comme moi. Vous savez qu'ils concoururent de tout leur pouvoir au renversement du dernier roi de la branche aînée. Cependant, citoyens, il est bon d'étudier le passé, car il nous éclaire sur le présent et nous met en garde pour l'avenir.

Après la victoire de juillet, les étudiants et le peuple fraternisèrent au cri de Vive la République ! mais les éternels détracteurs de nos révolutions, les hommes de tous les lendemains parvinrent par l'astuce à échanger notre conquête contre les faveurs d'une royauté qu'ils bâtirent en 8 jours.

Alors, comme aujourd'hui, les peuples s'agitaient pour commencer la transformation qui va s'accomplir. L'Espagne, l'Italie, la Belgique, et la Pologne suivaient l'impulsion imprimée par la France.

Le pouvoir lui-même, feignant de prendre part au mouvement général, fit appel au patriotisme des écoles. Presque tous les élèves prirent un engagement de trois années pour marcher à la frontière. Plus de cinquante mille ouvriers proposaient de suivre leur exemple ; mais le gouvernement qui trahissait la révolution abandonna nos alliés à la vengeance des oppresseurs. La réaction fut complète à l'intérieur et à l'extérieur ; les démocrates furent massacrés en Espagne et en Italie ; la Belgique fut dotée d'un roi, et l'ordre régna à Varsovie !

Les étudiants protestèrent avec énergie contre cette politique insidieuse et lâche dont le résultat fatal devait être la perte de notre révolution. Ces protestations furent sans résultat. Le nouveau gouvernement poursuivait obstinément sa résolution secrète d'opérer une contre-révolution.

Ce fut alors, citoyens, que les écoles comprirent que la démocratie devait triompher, non avec le secours du gouvernement, mais malgré le gouvernement de 1830. Certains d'être appuyés par nos frères d'Allemagne, de Suisse et d'Italie, nous organisons l'association des Ecoles, association qui fut le prétexte des accusations les plus odieuses contre les étudiants.

Néanmoins, citoyens, depuis cette époque, un lien indissoluble s'est formé entre tous les étudiants de l'Europe. Vous savez qu'en Allemagne et en Italie, ils ont été les premiers à provoquer le mouvement en faveur de la démocratie. Je crois que nous pouvons compter sur leur concours pour assurer l'unité et la solidarité de la démocratie européenne.

Grâce à nos nouvelles institutions, il vous est possible aujourd'hui de vous unir sans danger dans un sentiment de fraternité et dans un but de progrès. J'espère que, plus heureux que vos devanciers, vous jouirez des bienfaits d'une conquête pour laquelle vous vous honorez comme nous d'avoir eu quelque chose à souffrir. Confiance donc, mes chers condisciples, l'avenir vous appartient !

Le temps des révolutions sanglantes approche de son terme. Grâce au suffrage universel, la force intellectuelle va remplacer la force brutale. Les entraves étant brisées, la République démocratique réalisera par un progrès indéfini, toutes les réformes sociales compatibles avec l'esprit des populations.

N'oublions pas cependant la déception de 1830. Votre révolution est sœur de la nôtre. C'est le second volume d'un même ouvrage. La première fut confisquée, la seconde a déjà produit des résultats ; mais pour que son triomphe soit assuré, il faut de la prudence, de l'union, de la persévérance. Il faut que la démocratie surveille, dans toute l'Europe, les manœuvres de la réaction. Les boucheries de Vienne, le pillage de l'Italie, l'anarchie royale de Berlin nous avertissent que les rois n'ont pas dit leur dernier mot. S'ils parviennent à opprimer ces peuples, attendons-nous à des épreuves, car il est une contagion que les rois craignent plus que la peste, c'est celle de la République. Réunissons donc nos efforts, pour résister à la réaction. L'union de toutes les écoles sera pour nous un gage certain que si la démocratie pouvait être un moment comprimée, elle vivrait dans le cœur de tous les hommes qui ont reçu les bienfaits de l'éducation ! A l'union des Ecoles !

Le citoyen REDON, étudiant en droit.

A la vieillesse !

Citoyens, la société qui s'écroule n'a réservé au vieillard aucune place dans son sein. Elle l'abandonne à la famille qui le regarde comme un fardeau. Il devient pour elle un hôte incommode dont elle attend le départ avec impatience. Et comment en serait-il autrement, elle n'a pas de pain pour tous ses membres !

Cette situation, croyez-le bien, n'est pas seulement funeste au vieillard qu'elle condamne à mourir avant le terme que la nature lui avait fixé ; elle est aussi contraire à la société tout entière, qui perd dans ce désordre souvent une intelligence puissante, un conseil précieux. Le vieillard a la lumière de l'expérience, car l'esprit a gagné ce que le corps a perdu.

La société lui doit donc le droit de cité et le droit à l'existence.

Savez-vous bien, mes amis, combien, dans cette société, il y a de vieillards de 65 ans et au-dessus ; le chiffre en est effrayant : il est de deux millions.

Et savez-vous aussi combien il y a d'individus qui souffrent pour eux et par eux : près de 20 millions ; car il y a 20 millions de prolétaires vivant du salaire ou de l'aumône, pauvres hommes condamnés par le malheur à repousser loin d'eux tout ce qui n'est pas un élément de production !

Ainsi donc, la pitié filiale est chassée par la misère de la demeure du pauvre.

Ah ! mes bons amis, songez à votre aïeul, à votre père, à vous-mêmes, car qui peut dire : j'aurai toute ma vie le pain nécessaire ?

Le socialisme doit relever les autels domestiques renversés hier par la faim ; il faut que le prolétaire nourrisse son Dieu, car notre père c'est Dieu sur la terre.

Mais le socialisme, nous disent les républicains prétendus honnêtes, veut l'anéantissement de la famille. L'anéantissement de la famille ! Les malheureux ! ils ne se sont donc jamais trouvés dans un grenier, alors qu'il arrive un enfant à l'ouvrier ? Ils le verraient s'agenouiller et remercier Dieu dans toute l'effusion de son cœur.

Ils ne s'y sont pas non plus trouvés alors que l'ouvrier voit son pauvre père souffrir les angoisses de la faim : ils le verraient pleurer ; mais ses larmes ne sont pas un reproche adressé à Dieu, mais bien un anathème jeté contre la société que vous nous avez faite, républicains honnêtes.

Sommes-nous donc bien exigeants, nous autres socialistes qu'on ne veuille pas faire droit à nos justes réclamations ?

Nous demandons le droit au travail, et vous nous répondez par le droit à l'assistance.

Non, nous vivons, nous et les nôtres, du fruit de nos travaux, et vous daignez nous promettre l'aumône.

Et vous vous dites républicains honnêtes !

Nous demandons que l'impôt du sang soit égal pour tous, et vous nous répondez : « Que le peuple

donne son sang, et je lui donnerai quelque peu de mon or.

Et vous vous dites républicains honnêtes !

Je vous dis, moi, vous en avez menti.

L'honnêteté suppose la justice, et vous n'êtes pas justes. Non, vous n'êtes pas honnêtes, ou ce mot a changé de signification.

C'est nous qui sommes les républicains honnêtes, et cela parce que nous sommes socialistes.

Je sais bien qu'il n'y a pas de basse injure et d'odieuse calomnie que l'on n'ait attaché à ce nom ; mais soyons-en fiers, ce sont les honnêtes de ce temps-ci qui nous jettent ces réprobations, réprobations mille fois plus honorables, à mon avis, que la glorification attachée à vos croix de juin.

Fils de la bourgeoisie et du privilège, vous qui connaissez les douceurs de la famille et qui savez ce que c'est qu'une mère, songez à ces malheureux parias que la société repousse ou qu'elle condamne à un travail abrutissant ; ils ne connaissent de ce monde que les souffrances.

Songez à ces jeunes enfants qui pleurent et grelottent de froid au coin des carrefours, et à ces vieillards qui, brisés avant l'âge, quittent la vie dans la misère, après y avoir passé, courbés sur de rudes travaux.

Mes amis, vous êtes jeunes, vous avez des aspirations généreuses ; c'est à vous que je m'adresse, parce que vous aurez à travailler à l'édifice social. Voyez autour de vous ces frères, ces amis, que vous avez invités à ce banquet ; dites-leur : Ton père sera mon père, car nous sommes frères de par le socialisme.

Et crions tous ensemble : *Plus de privilège et plus de misère pour la vieillesse !*

Le citoyen PAUL JUSTUS, peintre. — *A la liberté des enfants !*

Citoyens tant que les enfants seront esclaves ! jamais les hommes ne seront libres. Être libre, pour l'homme, c'est jouir du plein exercice des facultés, physiques, morales et intellectuelles dont Dieu l'a doué.

Or, je vous le demande, ces facultés peuvent-elles avoir la plénitude de leur exercice, quand tout, dans la famille et dans l'Etat, vient, dès le bas-âge, apporter des entraves au développement intégral dont elles étaient susceptibles.

On se plaint du désordre, de l'anarchie, de l'oppression qui existent dans le monde ; or, ces déplorables infirmités ne sont-elles pas les conséquences rigoureusement directes du désordre, de l'anarchie, de l'oppression qui toujours président à l'éducation des enfants ?

Citoyens, qui d'entre vous ici présents pourrait dire : Oui, devant Dieu, j'affirme que j'ai réellement reçu l'éducation qui convenait à ma nature.

Oui, en toute vérité, j'affirme que dans nos écoles nationales, j'obtiens l'enseignement intellectuel et proportionnel approprié à ma véritable destinée.

Et, comme conséquence de cette éducation, j'affirme que je suis, ou que je serai dans une fonction sociale en tout conforme à ma vocation individuelle.

Or, quand à peine un sur mille dans le monde entier, oserait me dire d'une manière affirmative, citoyens mes frères, que devient la dérisoire liberté si pompeusement inscrite dans les chartes, les codes, les constitutions, les protocoles et les manifestes ? Puisque, par le fait même, l'esclavage moral et physique nous opprime de toutes parts et nous enveloppe à peu près tous des lourdes chaînes de l'éducation manquée ?

Pénétrons un instant dans la vie intime des classes ouvrières. Pour les enfants du pauvre, recevoir avec une parcimonie dérisoire la vie de l'intelligence, et dans les limites telles, que les facultés sont à peine effleurées, voilà la liberté !

Ne pouvant point choisir, dans l'infini des professions humaines, celle vers laquelle on se sent attiré par une force native, voilà la liberté !

Ne pouvant attendre à certaines fonctions sociales, réservées à ceux qu'un hasard de naissance a placés dans des conditions d'argent sans lesquelles on est perpétuellement exclu, voilà, oui, voilà pour eux la liberté !

Toutefois, travailleurs mes frères, ne croyez pas que, dans ce désordre éducationnel, vous ayez beaucoup à envier aux privilégiés de la naissance.

Dans ces prétendues hautes classes les enfants sont libres aussi de ne pouvoir se vouer à certaines professions, artistiques, industrielles, agricoles ou autres parce que les préjugés incarnés encore dans leur vieux monde, font dire sans retour : ce serait déroger, il faut laisser ces états aux gens de la 2^e et 3^e classe.

Ils sont libres en effet, les étudiants de nos écoles, parfaitement libres, et si vous leur demandez quelle carrière ils comptent embrasser à la fin de leurs longues études, le plus grand nombre vous dira franchement : Je n'en sais rien.

Aussi, voyez par toute la France, l'effrayante quantité de ces hommes qui ayant diplômés et brevets en poche, à 25 et 30 ans, ne savent encore quel parti prendre, et qui, accablés du poids de leur inutilité, en sont réduits au rôle humiliant de consommateur sans jamais rien produire.

Disons toutefois, que fort souvent la tendresse paternelle a pourvu au danger de ces indécisions, en prononçant sur le berceau de l'enfant qui vient de naître, cet oracle du poète : *Tu Marcellus eris*, tu seras Marcellus ; tu embrasseras telle profession, que je te désigne ; je l'ai dit et ce sera, un père ne peut se tromper, parce que dans la famille, il est infallible, puisqu'il y tient la place de Dieu.

Or voilà que souvent Dieu lui-même, se riant des caprices inconcevables des parents, leur donne

quand il lui plaît, de formels démentis en soufflant à l'enfant des instincts diamétralement opposés aux ordres d'une burlesque prophétie.

Aussi, est-il historiquement notoire que, parmi les génies qui ont été les guides du peuple de Dieu dans la voie du progrès, le plus grand nombre a presque toujours été en débutant dans la vie à fait le martyre de la famille aveugle dont il faisait le désespoir.

Mais les tortures du génie ne sont pas les seules auxquelles nous devions être sensibles ; car, pour en être moins éclatantes, celles de la masse des jeunes hommes de nos écoles ne sont pas les moins vives.

Supposons un moment que, pour établir un équilibre juste et libéral dans toutes les fonctions humaines, de sages et progressives mesures fussent prises dès demain, je vous le demande, jeunes étudiants, mes amis : que de permutations s'opéreraient dans toutes nos écoles supérieures où languissent, inquiets d'un avenir qui leur répugne, beaucoup de jeunes hommes qui, pour s'étourdir, cherchent un funeste dédommagement dans les plus déplorables excès, lesquels, après avoir usé leurs plus brillantes facultés, portent trop souvent par une mort prématurée le deuil dans une famille dont le seul tort, après tout, est d'avoir été condamnée, condamnée dis-je, à jouer le rôle d'éducateur dont elle n'avait pas l'intelligence.

Oh ! pauvres de la terre que le Christ nommait ses membres les plus chéris, si vos filles trop souvent deviennent, au bénéfice des privilégiés, gibier de prostitution, avant de monter vers votre triste mansarde, plongez du regard dans l'appartement des riches ; là, plus encore que chez vous, vous trouverez de ces pâles et chétives jeunes filles que la mélancolie assiege nuit et jour, que l'ennui dévore, que les maladies de langueur décomposent à chaque instant davantage, et qui, par ce triste état accusant les vices d'une mauvaise direction morale et physique, semblent nous crier avec force :

« Si la famille moderne n'a plus le droit de vie et de mort matérielle sur les enfants, elle est encore propriétaire du droit qu'elle exerce en pleine sécurité de les torturer, de les étouffer, de les tuer moralement. »

Maintenant, ajoutons un dernier trait à ce tableau du double esclavage existant chez ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas, esclavage dont l'unique cause se nomme :

Vocations manquées !

Si, dans la région où se pavent les dieux humains, l'un peut être contraint à jouer le métier d'administrateur impuissant, de roi incapable, tandis que Dieu l'avait fait habile serrurier et peut-être mécanicien de génie ; au contraire, dans les régions où trône la misère, où pullulent innombrables les Tantalos de nos civilisations modernes, il est possible, mes frères, qu'à l'heure où je vous parle languit ignoré, sur un fétide grabas, peut-être mourant de faim, un homme de la populace, à la puissante intelligence, aux généreuses sympathies, dont le cœur peut-être garde le secret de cet énigme révolutionnaire qui déjà coûte tant de sang et de larmes à l'Europe inquiète.

Et me résumant, je dirai :

Tant que les enfants, par les bénéfices d'une éducation vocationnelle et professionnelle, également accessible à tous et dans toutes les directions, n'obtiendront pas le développement absolu, intégral de toutes leurs facultés physiques, morales et intellectuelles, toujours les pauvres hommes, ballottés entre les intrigues de tous les partis, s'ignorant eux-mêmes, ne sachant pas se juger sainement entre eux, se donnant le plus souvent des maîtres quand ils ont cru se choisir un ami, se nommer un représentant ; pauvres diables de la comédie, aussi maigres diables après comme devant, le dos courbé sous le même hâ, toujours ils traîneront le même boulet et subiront la même chaîne au profit de ceux qui les dominent ; jusqu'au jour où ils auront enfin compris cette inflexible vérité :

Tant que les enfants seront esclaves, jamais les hommes ne seront libres.

Citoyens,
A la liberté des enfants !

Le citoyen DALLIDET, étudiant en médecine. — *Aux prolétaires de la Glèbe. — A ces martyrs séculaires de l'ignorance et de l'usure. — Au peuple des campagnes !*

Citoyens, au 24 Février, le travailleur des campagnes croyait voir surgir un horizon de bonheur.

Mais bientôt, par le déplorables impôt des quarante-cinq cent, il a vu s'évanouir l'espoir qu'avait fait naître à ses yeux l'avènement de la République. Aussi qu'est-il arrivé ? C'est que, d'un côté, sa misère devenue plus lourde que jamais, d'un autre, égaré par ceux qui toujours ont cherché à l'opprimer, il n'a pas tardé à détester ce qui seul peut l'affranchir, ce qui seul peut lui procurer un meilleur sort.

C'est à nous, fils de la bourgeoisie, c'est à nous, fils de ceux qui l'oppriment, de secourir les préjugés, de renier les privilèges de nos pères.

Si donc l'égoïsme n'a pas eu le temps de flétrir nos jeunes cœurs, à nous la défense du droit, à nous la défense de la justice.

Ecoute donc, ô frère des campagnes, la voix de tes jeunes amis :

La réaction abusant de ton ignorance cherche à te faire croire que le socialisme veut la destruction de la famille et de la propriété ; fils de la bourgeoisie et propriétaires, nous te disons : la réaction ment. Car, sache-le bien, les douceurs de la famille et de la propriété qui, jusqu'ici ont été le partage du riche, doivent devenir, par le socialisme, le patrimoine de tout le monde.

La réaction te dit : Les socialistes sont des partageux ; fils de la bourgeoisie, nous te disons, que ceux-là seuls méritent ce nom, qui, sans travailler, arrivent à l'heure de la moisson, pour prélever la plus large part du fruit de ton labeur. La réaction te dit que nous sommes des hommes de sang ; hommes de paix et d'amour, nous te disons : « La réaction ment, ment toujours. »

La réaction te dit : Plus de République, elle est la cause de tous tes maux ; nous te disons, nous : Vive la République, car elle seule peut t'affranchir.

La réaction te dit : A bas le socialisme, ta ruine serait complète ; nous tes amis, nous tes frères, nous te disons au contraire : Vive la République démocratique et sociale, elle seule assurera ton avenir, celui de ta femme, celui de tes enfants.

Elle n'enseigne point ce que ses ennemis lui font dire : c'est la mère de l'harmonie ; elle veut que les hommes soient tous frères, elle veut qu'à l'aumône on substitue le droit au travail, que l'usure soit anéantie, que la misère disparaisse, et qu'à la place de l'égoïsme, la solidarité vienne rapprocher les membres dispersés de la grande famille humaine.

Crois-nous donc, frère des campagnes, car ici, ce sont bien tes amis qui te le disent : le socialisme est la vérité, la vérité qui seule peut sauver le monde.

Aux prolétaires de la Glèbe. — A ces martyrs séculaires de l'ignorance et de l'usure. — Au peuple des campagnes !

Le citoyen HUBBART jeune, élève de l'École d'administration :

A l'armée !

Soldats, nos frères, le mot de liberté est inscrit sur vos drapeaux, et vous êtes esclaves d'une discipline de fer.

Le mot d'égalité est inscrit sur vos drapeaux, et le riche peut payer avec son or l'impôt du sang !

Le mot de fraternité est inscrit sur vos drapeaux, et le despotisme a toujours le sanguinaire espoir de vous faire répandre, malgré vous, le sang de vos frères !

La révolution n'est pas faite :

Le peuple armé est esclave !

Tant qu'il ne sera affranchi, l'heure de la liberté n'aura point sonné pour nous !

A vous frères, que d'insensés règlements retiennent, loin de nous, dans vos casernes !

A vous frères, qui souffrez sans vous plaindre, et qui trop souvent, hélas ! répandez des larmes en versant votre sang !

A vous, frères, que malgré les traites et les persécutions, vous sentez enfants du peuple, et ne reniez pas vos pères !

A vous frères !

Un jour viendra où vos armes triomphantes apporteront la liberté sous tous les climats.

Un jour viendra où le monde dira :

Les soldats de la République, ayant vaincu le dernier des tyrans, ont brisé sur l'autel de la liberté leurs armes désormais inutiles !

Le citoyen W. FONVIELLE, élève de l'École d'administration. — *Au triomphe de l'ordre !*

Malgré moi, j'éprouve quelque honte, je l'avoue, à me servir d'un mot dont usagent si souvent tant de bouches impures.

Radetsky, dans ses décrets ; Narvaez, dans ses bandes ; le Czar, dans ses ukases ; Wendschgrätz, dans ses édits, et bien d'autres encore.

De tous temps, rois, aristocrates, privilégiés de haute et basse volée, se qualifièrent honnêtes gens, et acclorèrent le nom d'ordre au maintien de leurs privilèges.

J'admire ce qu'il leur fallut d'opiniâtreté, d'habileté, de sauvagerie audace, d'infatigable génie pour faire croire que le devoir ordonne de souffrir en silence, pour persuader aux opprimés qu'ils sont intéressés surtout au maintien des abus qui les rongent, que la terre est moins dure, quand ils labourent pour autrui, que si tous produisaient, ils seraient moins riches.

Que pour leur bonheur en cette vie, et dans l'autre, ils doivent payer à la paresse la dîme du servage.

Que se plaindre serait blasphémer.

Que songer à s'affranchir serait un odieux attentat, une impardonnable folie.

Pour dompter l'indomptable progrès, que les privilégiés montrèrent d'énergie, qu'ils firent couler de sang !

Ce qu'ils firent pour l'asservissement de leurs esclaves, s'ils l'eussent fait pour le bonheur de leurs frères !

Ce que leur coûta la solde des bourreaux, s'ils l'eussent employé à l'éducation du peuple.

Que de sang épargné ! de sanguinaires sophistes, pourraient blasphémer l'ordre ; ils pourraient en son nom faire appel à l'ignorance, chercher à exciter les passions mauvaises. Effrayés de leur isolement, ils renonceraient bien vite à leurs funestes desseins.

Welden n'eût trouvé des sicaires pour assassiner Blum. Les Croates eux-mêmes ne se seraient armés que pour châtier les assassins.

Les bourreaux de Narvaez, au lieu de frapper les républicains, seraient morts pour la liberté.

Les soldats de Frédéric eussent défendu la souveraineté du peuple contre les traites qui eussent essayé de la violer ; mais qui donc l'eût essayé !

Citoyens, je porte un toast au triomphe de l'ordre, non point l'ordre que prônent les apostats, qui assure la tranquillité par l'oppression, la richesse des uns, au moyen de la misère des autres, qui permet à l'oisif de dépenser à sa guise le fruit du

travail d'autrui, et qui lance le travailleur en proie à son pain quotidien.

Ordre veut dire arrangement naturel et non semblage arbitraire. L'ordre dans la société, c'est une organisation dans laquelle tous trouvent le libre exercice de leurs facultés, et non un combat perpétuel, un pêle mêle odieux à la faveur duquel la plus forte satisfait ses passions aux dépens de la plus faible.

Citoyens, si tous nous apportons le tribut de nos efforts au commun édifice, malgré l'immensité de l'œuvre, nous parviendrons à l'élever.

Nous atteindrons à cet avenir plus riant, que l'avenir d'aujourd'hui même au milieu des dangers de la République.

Ce n'est point un mirage trompeur.

J'en atteste les efforts de tant d'esprits éminents. J'en atteste la Révolution qui va frapper les portes de tous les palais, ébranler tous les trônes, faire frémir tous les privilèges.

Les temps sont proches où il nous sera donné de saluer l'avènement de l'ordre nouveau.

Sauvons la République et prenons courage. De quelques mois à peine, nous avons vaincu, et Hebreux errants au désert, attendrissent quarante ans l'entrée dans la terre promise !

Un étudiant anglais, le citoyen HARDING, nous a envoyé un toast dont voici la traduction :

Citoyens, j'espère que vous permettrez à un étranger, étudiant comme vous, de vous exprimer au nom de mes camarades d'Angleterre, la sympathie que nous ressentons pour la cause de la liberté sociale et morale, cause qui nous réunit aujourd'hui.

Les progrès des idées démocratiques et sociales seront, je vous l'assure, un gage d'union, non seulement entre la France et l'Angleterre, mais c'est un moyen de réaliser les désirs de votre inimitable et immortel Béranger, et un symptôme précurseur de la sainte alliance des peuples.

Je vais proposer de boire à la réunion de la jeunesse de France et d'Angleterre.

Vive la République démocratique et sociale universelle !

(La commission du banquet des écoles a reçu, en outre, les toasts du citoyen Levin, étudiant danois ; d'un étudiant de Francfort et d'un étudiant belge, dont il n'a pu être donné lecture.)

Le citoyen ARMAND LÉVY. — *A la République italienne !*

Le prince de Rome est chassé de Rome. Vive l'Italie ! Amis, réjouissons-nous, car si les peuples sont frères, toutes les révolutions sont sœurs. (Oui ! oui !)

Ils vont donc à la fin, nos frères d'outre les Alpes, pouvoir fonder leur patrie.

Est-ce qu'il y avait une Nation italienne possible tant que l'Italie se trouvait coupée en deux par les États de l'Eglise ? (Non ! non !)

Est-ce que la Papauté n'a pas, durant des siècles, constamment livré la nationalité, condamnée qu'elle y était par sa nature elle-même, ne pouvant devenir nationale sans cesser d'être universelle, catholique ?

Eh bien ! les obstacles ont disparu, le pape est en fuite ; — que d'autres s'en désolent ! Ne sont-ce pas ceux-là mêmes qui ont applaudi aux tueries de Naples, au bombardement de Messine, au siège de Vienne, et ici même aux massacres de juin ? Mais nous Socialistes, nous hommes de la Solidarité, pour qui l'oppression d'un frère est une oppression pour nous-mêmes, nous battons des mains à chaque fois qu'une tyrannie tombe. Quand les tyrans pleurent, c'est un jour de fête pour nous. (Très-bien !)

Citoyens, tout le vieux monde s'en va ; il est fini, et quelle autre preuve en voulez-vous que celle-ci ?

Le cri de la République a retenti dans Rome, dans cette ville même qu'on appelait éternelle et que l'on disait immuable, qui, après avoir été longtemps l'initiatrice des peuples, s'était arrêtée dans sa marche et était devenue, pour ainsi dire, la personnification de l'immobilité dans le monde.

République, c'est-à-dire souveraineté du peuple, souveraineté de la raison, liberté de conscience, l'âme émancipée, sortie des mains du prêtre et relevant plus que d'elle-même.

République, c'est-à-dire plus de tyrannie religieuse comme plus de tyrannie politique, ni royauté ni catholicisme.

Citoyens, le miracle est accompli, le sépulcre est brisé, l'âme italienne est libre !

Longtemps l'Italie moderne a rêvé l'Italie d'autrefois ; longtemps elle s'est cherchée un maître, tantôt le pape et tantôt l'empereur d'Allemagne ; puis, cette patrie désirée, elle crut la trouver dans l'art ; enfin, oubliant ses souvenirs, retenant en elle-même et n'invokant plus que le droit éternel, elle vient de dire : Mon maître c'est moi-même ! (Applaudissements.)

Le destin est vaincu, le rêve est achevé, Rome vient de renaître ; voici la patrie italienne !

Combien il eût été glorieux pour la France d'aider à l'affranchissement de sa sœur d'Italie ! Mais que vouliez-vous attendre des dignes héritiers de Guizot ?

La Lombardie nous appelle, nous avons une armée au pied des Alpes, il n'y a qu'un mot à dire... et nous abandonnons lâchement le nord de l'Italie aux cruautés et aux dilapidations du vieux Radetzki.

Nous avions au 15 mai une flotte dans la rade de Naples. Et nous avons laissé massacrer les Napolitains par le roi l'azzarone.

En septembre, les commandants français étaient à Messine, et ils sont demeurés impassibles pendant un bombardement de cinq jours.

Et quand nos frères de Roumanie nous ont crié : secourons ! Qu'a-t-on fait ? Les Bratiano, tous nobles amis, après avoir ici, en février, combattu à nos côtés, s'en étaient allés libres porter l'esprit de la France aux bouches du Danube, et leur jeune République devait compter sur la France ; il suffirait de trois vaisseaux pour faire chanter la question en vingt-quatre heures. Que répondit le ministre des affaires étrangères : *Faites ce que l'Angleterre.* Que cette parole-là lui reste en tête au front comme un éternel opprobre ? Une fois de plus encore nous étions traînés à la remorque de cette mercantile Angleterre.

Oh ! Ils ont bien su abandonner tous les peuples qui leur faisaient appel, ils n'ont pas même été émus par les cruautés de Vindisgratz. Mais quand il s'agit d'un prince chassé par ses sujets, c'est bien différent. Le ministre de la République, vite il faut envoyer des vaisseaux pour protéger sa personne et sans doute pour relever son autorité (très-bien).

Mais il était trop tard : tous les secours sont inutilisés quand les rois sont sur la route de Cherbourg, ou, oui.)

Le peuple de Rome a chassé son prince, le peuple de Rome a bien fait. (Oui, oui.)

Le Pape est parti, et plus jamais il ne rentrera dans Rome.

Tout ceci est bien grave. Ce n'est pas seulement le roi qui tombe : j'y vois bien plus encore ; c'est la papauté qui s'écroule, et avec la papauté l'hommage des consciences, la dictature intellectuelle, la papauté catholique. La papauté depuis longtemps couronnée dans les esprits est découronnée de fait. Le catholicisme est achevé.

Courage, Italie ! Longtemps désolée par la papauté deviens aujourd'hui la véritable Italie. Si tu secoues les chaînes de ce roi bourreau, de ce tyran dont tu ne veux pas et qui cherche à t'imposer le Gouvernement de la France. Aux armes ! Plus d'étrangers ! Vous venez de chasser le tyran des étrangers, l'étranger des étrangers, le tyran. Honneur à vous ! Courage ! Tous nos vœux sont avec vous. Comme nous, vous avez pour vous la justice ; puissons-nous bientôt la-bas comme ici, saluer la République démocratique et libre ? En France, en Italie et dans tous les pays.

Vive la République italienne ! (Applaudissements.)

Un commissaire lit la lettre suivante de Caussidière :

Citoyens, privé du bonheur d'assister à votre union fraternelle, je viens vous en témoigner mes regrets, en même temps vous dire combien noble concours à la cause démocratique sociale appartient aux élèves de la science de confondre les sympathies et leurs efforts avec ceux du peuple aimé, de ce peuple déshérité de toute éducation morale, comme il l'est des bienfaits d'une civilisation démocratique, qui lui constituera enfin le droit d'être, c'est-à-dire le droit au travail.

Une votre intelligente propagande vienne le soutenir le raviver dans ses instincts de la foi sociale, qu'il ne compte plus sur des hommes, mais les choses qu'il aura faites ; que sa voix puissante réclame sans cesse l'obtention des droits sacrés lesquels il a combattu.

Allez-vous ses défenseurs, et venez secourir à la fois les rêveurs de trônes et de privilèges les gueux de sa misère ! Voyez-le dans ses ateliers, dans ses ateliers ; au nom de ses enfants souffreteux, inébranlable à la persévérance et à la foi dans la bannière socialisme ; que portée haut et ferme par vous, soit invinciblement soutenue par sa puissance humaine !

Tout, la lutte des souffrants contre les maux engagés ; il appartient à la France, à son travailleur d'être à l'avant-garde ! Nos frères dans les nations nous suivront avec espoir et courage.

Citoyens, j'en ai le pressentiment, tant de victoires de misères se feront jour vers Dieu ! Le cantique de la fraternité, répété et mis en œuvre par des millions de citoyens, étouffera la voix des insensés qui luttent contre son principe !... Mais, à nous peuples et étudiants d'en être les apôtres au besoin les martyrs !

Reconnaissons aussi une sainte alliance, et bientôt fraterniserons au cri de vive la République démocratique, sociale et universelle !

Signé CAUSSIDIÈRE.

Lettre du citoyen ALBERT.

Donjon de Vincennes, 2 novembre 1848.

Citoyens, je suis heureux de vos ardeentes sympathies : j'en suis fier et regrette de ne pouvoir vous les rendre plus eloquemment tous les sentiments de reconnaissance qui bouillonnent au fond de mon cœur. Courage, intelligents apôtres de la République démocratique et sociale. Marchez, marchez toujours aux travailleurs, mes frères, jusqu'à la réalisation complète des principes proclamés en février, liberté, égalité, fraternité ; bravez les colosses de la vieille société qui croule. Marchez enfin, bravez le sabre ambitieux et brutal des satisfaits du pouvoir, et moi, faible grain battu par la tempête,

mais non vaincu, je serai toujours avec vous.

J'ai cru devoir m'abstenir de vous envoyer un toast, craignant avec quelque raison qu'il ne soit une pâle redite d'autres beaucoup plus éloquents ; cependant, si vous croyez utile de lire les quelques lignes qui précèdent, je ne m'y oppose pas, je laisse ceci à votre appréciation.

Salut et fraternité.

ALBERT, représentant du peuple.

Lettre de LOUIS BLANC. — A la commission du banquet des Ecoles.

Londres, 3 décembre 1848.

Mes chers concitoyens, votre lettre ne m'est pas arrivée par la poste, et c'est le 2 décembre seulement, à huit heures du soir qu'elle m'est parvenue. La personne que vous en aviez chargée aura manqué d'exactitude, et j'en éprouve un regret d'autant plus vif, que ce retard me met dans l'impossibilité matérielle de vous envoyer à temps les quelques paroles, par lesquelles j'aurais été si heureux de répondre à vos nobles et patriotiques sympathies. Croyez bien que mon cœur en a été touché profondément, et qu'il s'associe tout entier, avec émotion, à vos sentiments, à vos vœux, à vos espérances.

Vous êtes la génération qui se lève : par vous triompheront les grandes et saines idées qui rencontrent tant de résistance dans les préjugés de la génération qui s'en va. Quand viendra ce triomphe ? Tout annonce qu'il n'est pas éloigné : ce qui est certain, c'est qu'il sera complet et qu'il est inévitable. Je vous serre affectueusement la main. Salut et fraternité.

LOUIS BLANC.

Lettre de GEORGES SAND au commissaire du banquet des Ecoles.

Messieurs, je n'ai point reçu votre lettre à temps pour y répondre. Mais je pense que vous ne doutez pas de mon adhésion aux idées généreuses que vous m'exprimez.

Agréez mes expressions de gratitude pour votre bon souvenir et pour l'honorable invitation que vous m'avez adressée.

Salut et fraternité.

GEORGES SAND.

Nonant, 3 décembre 1848.

Lettre du citoyen FLOTTE, détenu, à la commission des Ecoles.

Citoyens, votre lettre ne m'est parvenue que dimanche, à trois heures. Je n'ai donc pu, malgré le bonheur que j'ai éprouvé en recevant votre invitation, vous faire parvenir plutôt quelques paroles que vous étiez en droit d'attendre de moi. Espérons que bientôt je pourrai vous les exprimer de vive voix.

Merci, frères, merci ! vous qui avez pensé aux pauvres captifs de la Conciergerie ! Cette attention m'a fait oublier six mois de cachot !

Reconnaissance à vous !

Les sympathies que vous me témoignez, je les accepte avec joie. Acceptez, je vous prie, à votre tour, celles d'un prolétaire qui désire ardemment que votre exemple soit suivi, et recevez, à travers les barreaux qui nous séparent, les remerciements les plus sincères.

A l'union du peuple et des démocrates socialistes des écoles !

FLOTTE, cuisinier.

Conciergerie, 3 décembre 1848.

Le citoyen LACHAMBEAUDIE débite avec succès la fable suivante (inédite) :

Les glands et les pots.

FABLE.

Un campagnard, un rustre, un homme des plus sots, Dans des vases étroits, vulgairement des pots, Avait semé des glands, fruit d'un antique chêne, L'honneur de la forêt prochaine.

Il faisait, à part soi, ce beau raisonnement : « Si les plus tendres fleurs y viennent sans obstacle, « Quelques arbres aussi, ce n'est pas un miracle, « Y grandiront, assurément. »

Qu'arrive-t-il ? Bientôt, faute d'air et d'espace, La moitié sèche et meurt, le reste dépérit.

Le plus beau chêne ne dépasse Le plus humble rosier qui près de lui fleurit.

Un seul, favorisé par sa forte nature, Fait éclater le vase, impuissante ceinture, Et, plus tard, jusqu'aux cieux s'élance triomphant.

Trop souvent, parmi nous, on élève l'enfant Dans une sphère étroite, en un cercle étouffant. A se développer comme la tige est lente ! On perd dans sa prison la force et la beauté. Au corps, à l'âme, au cœur, ainsi qu'à toute plante, Frères, il faut l'espace, il faut la liberté.

Pierre LACHAMBEAUDIE.

Le citoyen André LEMOINE.

France et Germanie.

Réveille-toi, ma sœur ; lève-toi, Germanie. Ah ! depuis bien des jours, loin de tes cieux bannis, La liberté pleurait ton funèbre sommeil.

Debout, enfin ; debout, pour toi l'heure est venue. Debout, brise ta chaîne, et d'une voix émue, Elève jusqu'aux cieux les hymnes du réveil.

N'écoute plus tes rois et leurs serments frivoles ; Tous les serments de rois sont de vaines paroles ; Des promesses d'un jour qu'ils oublièrent demain. Si tu crains les faux dieux et leur folle arrogance, Fais appel à tes fils. — Et, pour ta délivrance, Grands comme Arminius, ils combattront soudain.

Fais appel à tes fils. — J'ai fait ainsi naguère. Et les miens m'ont appris comme on défend sa mère ; Ils m'ont fait un rempart de leur immense amour,

Et la Bastille alors, grand donjon séculaire, Où le vieux despotisme avait bâti son aire, Sous le bras de mes fils a croulé dans un jour.

Qu'ils étaient beaux, ma sœur ! quel imposant cortège, Un matin de juillet ! — Quand un roi sacrilège, De l'antique esclavage exhumait l'appareil, Meurtre et succombant sous le poids de sa chaîne, Je les rappelai tous... et je fus souveraine.

Au retour éclatant du troisième soleil. Ils ne sont jamais sourds quand ma voix les implore ; On m'opprimait hier. J'ai dit : allons encore ; Allons, mes fils ; allons, debout et vengez-moi ! Leur foule est accourue ; elle a grondé trois heures Et banni pour jamais de ses riches demeures Mon aveugle oppresseur, qui fuyait plein d'effroi.

Ouvre tes yeux, ma sœur, regarde l'Helvétie ; Elle a vu comme toi s'arrêter la tyrannie, Et, loin d'elle, aujourd'hui ses tyrans sont éparés. Et du haut des glaciers où resplendit la neige, La liberté toujours sourit aux montagnards.

Ma sœur, ouvre tes yeux, tu verras l'Italie Qui, depuis deux mille ans dans ses fers endormie, Tout à coup se ranime et jette un cri vainqueur.

A son cri belliqueux les rois prêtent l'oreille Et, comme au bruit soudain d'un volcan qui s'éveille, Tressaillent, haletants et pâles de terreur. Partout, partout j'entends des chaînes qui se brisent ; Autour de moi, partout, les peuples fraternisent ; Lève-toi, prends ta place à leur solennité. Des bords de la Vistule aux mers Adriatiques, Que tes monts, tes torrents et tes forêts antiques Réveillant leurs échos, répètent : Liberté !

Le citoyen BOUGARRE :

Les trois barbeta.

Certain barbet, favori d'un seigneur, Toujours sur l'échafaud d'un brillant équipage, Méprisait ses pareils, les chiens du voisinage, Le barbet d'un bourgeois, marchand ou procureur, Fabricant, il n'importe, Au seuil de son hôtel lui parla de la sorte : Quand même on te verrait le favori d'un roi, N'en serais-tu pas moins un chien tout comme moi ?

Crois-tu que l'opulence Nous donne plus de cœur et plus d'intelligence, Et que d'un sot blason le poudreux ériteau Suffise pour créer un second Munitio ? Apprends que chaque jour notre siècle s'épure, Qu'il ne connaît de rangs que ceux de la nature. Adorant avant tout la sainte égalité, La justice, l'amour et la fraternité.

Non loin de là, prêtant l'oreille, Le barbet d'un cloutier s'arrête et s'émervaille ; Encor tout affaissé sous le poids du labeur, D'allégresse il bondit, il s'élance de sa roue, Se jette au cou de l'orateur :

Frère, dit-il, permets que je baise ta joue, Et que j'honore en toi notre libérateur. La loi de la nature à ta voix se révèle : Ainsi que toi je veux liberté fraternelle... — Tout beau ! tout beau ! cloutier, demeure dans ton coin :

Tout ce que j'ai dit là ne te regarde point : Veux-tu que des barbets le destin soit prospère, Garde-toi, vaniteux, de sortir de ta sphère : Esclave du travail, mercenaire, forçat, En frère il te plairait qu'ainsi on s'embrassât : T'associer à moi ! détruis cette chimère. Et si tu ne mets fin à tes vœux impudents, Je t'éventre, mon cher, des griffes et des dents. Bourgeois (non qu'à vous tous j'adresse la formule), Lequel de ces trois chiens vous semble ridicule ?

Le citoyen BABUT.

Citoyens, des voix plus éloquentes que la mienne vous ont entretenus et des droits et des griefs du peuple. Après elles je n'ai pas à prendre la parole : que pourrais-je ajouter ?

Mais avant de vous séparer, permettez-moi d'intercéder auprès de vous en faveur de vos frères les travailleurs et des malheureuses familles des transports. Le temps est rude pour tant de misère, il dépend de nous de venir à leur secours, faisons une quête en leur faveur : lorsque la pratique vient en aide à la parole, cette dernière en acquiert une nouvelle force. (Oui ! oui !)

Donnez votre obole pour rendre un peu de nourriture à cette mère qui ne peut plus allaiter son enfant ! donnez votre obole pour rallumer le feu qui s'éteint dans l'âtre, afin que les malheureuses familles qui souffrent puissent attendre ce que nous ne cessons de demander : l'amnistie.

N'est-ce pas, mes amis, que les bonnes paroles que vous avez entendues vont ont rendus meilleurs ? (Oui, oui de toutes parts.) N'est-ce pas que vous êtes désormais les soldats de la République démocratique et sociale ? (Oui, oui, nous le jurons !)

Persévérance donc, oui du calme et de la persévérance, et nous triomphons. Oui, frères c'est par le calme et la persévérance que nous fonderons la République démocratique et sociale ! (Les citoyens présents répondent à cette allocution chaleureuse par le cri mille fois répété de Vive la République démocratique et sociale, et sortent en chantant la Marseillaise.)

ADRESSE DES ÉTUDIANTS PORTUGAIS (DE COIMBRE) Aux étudiants français, allemands, autrichiens, polonais et italiens.

Frères ! les étudiants de l'université de Coimbre ne peuvent garder le silence devant vos actions de courage, votre amour pour la liberté, votre dévouement à la cause des peuples.

Vous brisez les chaînes de la France ; vous préparez l'unité de l'Italie, celle de l'Allemagne ; vous émancipez l'Autriche ; vous concourez au réveil de la Pologne, vous précipitez la chute de l'absolutisme en Europe ; vous indiquez aux peuples la route du progrès, vous leur créez un avenir glorieux. Et nous, de loin, nous formons des vœux pour votre sainte cause, qui est aussi la nôtre, celle de la Péninsule, celle des peuples et de l'humanité tout entière.

La régénération du monde commence avec la grande croisade des peuples contre les tyrans. La

lutte cruelle est engagée ; dans ce combat à mort entre l'absolutisme et la démocratie, la démocratie triomphe, mais sur les cadavres de nos frères.

Et qu'importe ce sang ! il scelle une œuvre grandiose. Nous léguerons à nos fils la Liberté que nous n'avons pas reçue en héritage de nos pères. Sur nos champs de bataille se dresse un majestueux avenir, appelé par nos cris, sur les derniers remparts de la tyrannie vaincue, Liberté, Égalité, Fraternité, pour tous les hommes.

Frères, nos aïeux nous légèrent une noble mission. Il appartient à la jeunesse de préparer les nouveaux destins des nations. Sauvons-les ! Dieu bénira nos efforts !

Nous aussi nous avons déjà jeté le cri de l'émancipation ; nous avons pris les armes en 1844, en mai, en octobre 1846 ; nous avons aussi répandu notre sang sur les champs de bataille, et nous serions vainqueurs sans l'intervention de la sainte-alliance des rois, qui nous arracha nos armes et cloua le Portugal au poteau des vaincus :

On nous a sacrifiés, frères. Nous ne le serons plus. La Sainte Alliance n'est plus. L'amour de la Liberté croit chaque jour dans nos cœurs. Nous courrons aux armes pour elle, si cela devient nécessaire ; et nous les saisissons aux cris de : *Vive la Péninsule ! Vive la Liberté de tous les Peuples !* Vivent nos frères de Paris, d'Italie, de Vienne et de Berlin !

LE BANQUET DES ECOLES.

ET LA VIEILLE PRESSE.

Le banquet démocratique et social de la jeunesse, fait scandale dans les rangs de cette presse invalide, cacochyme, éreintée, qui donne chaque jour le coup de pied de l'âne au lion mourant de la Révolution. Elle ne peut, cette courtisane des monarchies, s'habituer à l'idée que la jeunesse marche d'un pas vigoureux vers l'avenir, tandis qu'elle se traîne sur ses béquilles, escortée de tous les invalides de l'honneur et des culs-de-jatte de la pensée.

Un journal légitimiste, le *Bien public* accuse les Etudiants de lancer des prophéties de pillage et de sang... PROH PUDOR !...

La *Gazette de France* qui répète (non sans frémir) le même canard, se demande si le gouvernement est tellement préoccupé d'intrigues électorales, qu'il ne s'aperçoive pas qu'on ébranle les fondements de l'ordre social. — Il y a là, pour les portiers du Quartier-Latin, de quoi gloser pendant huit jours.

Le *Corsaire* en est arrivé à ce point de décrépitude qui est le châtiment des prostituées hors d'âge. Il perd chaque jour ses cheveux et son esprit. Au lieu de faire rire, il fait éternuer. Le voilà qui use sa dernière dent sur le discours de Félix Pyat ; mais sa bouche ne mord plus ; elle bâve. Le *Corsaire* ne nous rappelle même pas la fable de la Limpe et du Serpent.

L'*Univers* (dit religieux) appelle toutes les foudres de l'église catholique sur la tête des élèves de l'Ecole normale qui ont osé assister à un banquet démocratique et social ! — Il cherche une expression digne d'un tel forfait, et s'écrit dans son indignation : « Ce sont les séminaristes de l'Université ! » de l'Université, ce foyer de pestilence et de corruption que vous savez, où l'on apprend à adorer Brutus, Robespierre et Marat, au lieu de pratiquer la morale si douce et si charmante des cardinaux Italiens.

Enfin, il est clair qu'aucun de ceux qui ont assisté au *Banquet des Ecoles*, n'est en état de grâce... Hélas ! nous serons tous damnés, et nous sentons furieusement le roussi. — Si encore, le pape venait à Paris, il nous donnerait l'absolution et nous deviendrions peut-être des républicains honnêtes et modérés... — Ainsi soit-il ! — En attendant, faisons pénitence et prions : Vive Pie IX et vive Cavaignac !...

La commission du banquet a cru devoir adresser la lettre suivante à la *Revue démocratique et sociale* :

Paris, 6 décembre 1848.

Citoyen rédacteur,

Dans son numéro de ce matin, la *Revue démocratique et sociale* range le BANQUET DES ECOLES au nombre des réunions qui ont adhéré à la candidature du citoyen Ledru-Rollin.

Nous, commissaires du banquet, nous ne pouvons laisser passer cette erreur sans la relever.

Le *Banquet des Ecoles* avait pour but de réunir toutes les écoles sur un terrain commun : l'abolition complète et successive de tous les privilèges, sous la devise : RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE.

On comprendra que nous ne pouvions ainsi engager légèrement la conscience de tous les étudiants et la surprendre en venant, à propos de principes, lui recommander tel ou tel candidat. — Adversaires décidés de la présidence (royauté déguisée), nous croyons qu'il est du devoir de tout électeur démocrate et socialiste d'inscrire sur son bulletin le nom du candidat qui lui semblera la meilleure protestation contre les menées dynastiques.

Salut et fraternité.

Les commissaires du *Banquet des Ecoles*,

FONVIELLE, élève de l'Ecole d'administration ; H. DURET, DALLIET, étudiants en médecine ; H. PEGOURIE ; BABUT, Et. m. p. ; MELVIL-BLONCOURT, étudiant en droit ; A. WATRIPON, rédacteur de la *Lanterne des Ecoles* ; SAMAZEUILH, étudiant en médecine ; M. DELAVEYRIE, étudiant en droit ; LEON FAUROT ; A. HUBBART, étudiant en droit.

ANTONIO WATRIPON, rédacteur.

SOUS PRESSE, POUR PARAITRE PROCHAINEMENT :

85, RUE DE L'ECOLE-DE-MECINE.

UNE BROCHURE INÉDITE

DE

LOUIS BLANC

sur

LA PRÉSIDENTENCE.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR LA PUBLICATION DE

L'HISTOIRE POLITIQUE

DES

ÉCOLES ET DES ÉTUDIANTS

(1815-1848)

PRÉCÉDÉE D'UNE INTRODUCTION DEPUIS CHARLEMAGNE

Par Antonio WATRIPON, rédacteur de La Lanterne.

PRIX DU VOLUME : 5 FRANCS.

En vente chez Gustave Sandré, éditeur, rue Percée-Saint-André-des-Arts, 11,

CATÉCHISME SOCIAL

OU EXPOSÉ SUCCINCT DE LA

DOCTRINE DE LA SOLIDARITÉ

PAR

Le citoyen GREPPO, Représentant du Peuple.

ALMANACH

DU

PÈRE DUCHÊNE

pour 1849

Par le Citoyen THUILLIER, gérant du PÈRE DUCHÊNE

ET LES RÉDACTEURS DU MÊME JOURNAL

PRIX : 25 CENTIMES.

Se trouve au bureau du Père Duchêne, rue Montorgueil, 32.

Paris. — Imprimerie de Edouard Bautreche, rue de la Harpe, 90.